



# CONSTRUIRE UN AVENIR MEILLEUR

RAPPORT ANNUEL 2023 D'IFC



**Première de couverture :** En investissant dans un fonds de croissance pour les start-up technologiques prometteuses, IFC crée des opportunités d'emploi et l'espoir d'un avenir meilleur en Ukraine.

**Ci-dessous :** Un investissement d'IFC aide la société africaine de technologie financière M-KOPA à étendre ses services financiers aux livreurs et autres consommateurs sous-bancarisés en Afrique de l'Est, leur permettant ainsi d'acheter des actifs productifs, tels que des smartphones et des systèmes d'énergie solaire domestiques.



## TABLE DES MATIÈRES

- 2 Message des Administrateurs d'IFC
- 4 Message de **Ajay Banga**, Président du Groupe de la Banque mondiale
- 6 Message de **Makhtar Diop**, Directeur général d'IFC
- 9 L'équipe de direction
- 10 Principales données sur les financements et l'impact pour l'exercice 23

### RÉSULTATS

- 12 Groupe de la Banque mondiale : résumé des résultats de 2023
- 14 Rétrospective de l'exercice d'IFC en 2023
- 18 Faits marquants dans le domaine du climat

### LA STRATÉGIE EN ACTION

- 20 Construire un avenir meilleur
  - 22 Innovation
  - 34 Inclusion
  - 40 Leadership d'opinion et renforcement des capacités

### FONCTIONS ESSENTIELLES

- 44 Répondre aux attentes
- 47 Durabilité
- 50 Obligation de rendre compte et contrôle
- 52 Diversité, équité et inclusion

De plus amples informations sont disponibles sur le site Web d'IFC : [www.ifc.org/AnnualReport](http://www.ifc.org/AnnualReport).

# À PROPOS D'IFC

**La Société financière internationale (IFC)**, membre du Groupe de la Banque mondiale, est la principale institution de développement axée sur le secteur privé dans les marchés émergents et les pays en développement. Elle mène des opérations dans plus d'une centaine de pays, consacrant son capital, son pouvoir de mobilisation, ses compétences et son influence à la création d'emplois et à l'amélioration des conditions de vie, particulièrement au profit des personnes démunies et vulnérables.

Au cours de l'exercice 23, IFC a engagé un montant record de 43,7 milliards de dollars au profit de sociétés privées et d'institutions financières dans des pays en développement, mobilisant ainsi les capacités du secteur privé pour améliorer les conditions de vie des populations, alors que les économies font face aux répercussions de crises mondiales concomitantes. Pour de plus amples informations, consulter le site [www.ifc.org](http://www.ifc.org).

# CONSEIL D'ADMINISTRATION D'IFC

## MESSAGE DES ADMINISTRATEURS D'IFC

Au cours de l'exercice écoulé, les Administrateurs du Groupe de la Banque mondiale se sont entretenus avec la direction du Groupe de la Banque sur les crises mondiales persistantes et sur la nécessité urgente de renouer avec les progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable. Selon les prévisions, plus de 574 millions de personnes vivront dans l'extrême pauvreté d'ici 2030, la plupart en Afrique. Plus généralement, près de la moitié de la population mondiale, soit plus de 3 milliards de personnes, vit de moins de 6,85 dollars par jour. Les répercussions de la pandémie de COVID-19, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les phénomènes climatiques extrêmes font partie des principaux enjeux vers lesquels les Administrateurs ont orienté les interventions du Groupe de la Banque mondiale en soutien aux pays, notamment en privilégiant les opportunités offertes aux femmes et aux jeunes. De juillet 2022 à juin 2023, l'aide du Groupe de la Banque mondiale aux pays en développement s'est élevée à 122,9 milliards de dollars, dont 38,6 milliards de la BIRD, 34,2 milliards de dollars de l'IDA, 43,7 milliards de dollars d'IFC (y compris les ressources mobilisées) et 6,4 milliards de dollars de garanties de la MIGA.

Lors des Assemblées annuelles d'octobre 2022, les membres du Comité du développement ont invité le Groupe de la Banque à revoir sa vision, sa mission et ses modèles opérationnel et financier afin de renforcer la capacité de l'institution à relever les défis mondiaux. En réponse, le Groupe de la Banque a élaboré la « Feuille de route pour l'évolution », dans le but de mieux faire face à l'ampleur des défis auxquels le monde est confronté aujourd'hui. La Feuille de route constitue un point de départ pour l'examen des priorités de l'évolution de l'institution par la direction et le Conseil du Groupe de la Banque et pour commencer à mettre en œuvre des réformes collectives.

Pilotée par les Conseils des Administrateurs en partenariat avec la direction, la mise en œuvre de la Feuille de route pour l'évolution s'est accélérée durant l'exercice écoulé. Lors des Réunions de printemps 2023, les Gouverneurs participant au Comité du développement ont félicité le Groupe de la Banque mondiale pour avoir repéré des mesures visant à accroître sa

capacité financière d'environ 50 milliards de dollars au cours des dix prochaines années, et examiné les actions prioritaires à mener pour renforcer davantage l'institution dans la perspective de la prochaine phase du processus de la Feuille de route en prélude aux Assemblées annuelles 2023 qui se tiendront à Marrakech en octobre.

L'important travail qui est fait sur l'évolution du Groupe de la Banque mondiale intervient à un moment où l'institution continue de réagir à une vitesse, à une échelle et avec un impact sans précédent pour aider les pays à faire face à des crises concomitantes et à des défis de développement de plus en plus complexes. En avril 2022, le Groupe de la Banque a présenté les grandes lignes du Cadre de riposte aux crises mondiales, axé sur la réponse à l'insécurité alimentaire, la protection des personnes et la préservation des emplois, le renforcement de la résilience et la consolidation des politiques, des institutions et des investissements dans l'optique de reconstruire en mieux. Entre avril 2022 et juin 2023, le Groupe de la Banque a fourni des financements sans précédent d'un montant de 171,6 milliards de dollars, dont 53,1 milliards de dollars de la BIRD, 51,8 milliards de dollars de l'IDA, 57,6 milliards de dollars d'IFC et 9,1 milliards de dollars de garanties de la MIGA.

Outre son impact sur la sécurité alimentaire, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a contrarié les tendances concernant l'accès à l'énergie, le commerce international et d'autres secteurs importants. Conscient des conséquences potentiellement durables de l'invasion, le Conseil a approuvé plusieurs opérations visant à aider à rétablir et à améliorer l'accès aux soins de santé essentiels, à assurer une protection financière à la population ukrainienne et à remettre en état les infrastructures énergétiques du pays. À ce jour, le Groupe de la Banque mondiale a mobilisé plus de 37,5 milliards de dollars de financements d'urgence en faveur de l'Ukraine, notamment des prêts de la BIRD et de l'IDA, des prêts de la BIRD garantis par des partenaires, des dons de bailleurs de fonds, des financements à court et à long terme d'IFC et des garanties de la MIGA.

L'action climatique reste une priorité mondiale cruciale. Les Administrateurs saluent les efforts déployés par le Groupe de la Banque mondiale, principale source multilatérale de financements climatiques pour les pays en développement, qui a mobilisé davantage de financements publics et privés. Les Administrateurs sont encouragés par le fait que, outre ses travaux qui combinent des diagnostics-pays, des conseils sur les actions à mener par les pouvoirs publics, des financements et des mécanismes modulables de mobilisation de fonds, la Banque mondiale est en bonne voie pour aligner 100 % de ses nouvelles opérations sur les objectifs de l'Accord de Paris dès le 1<sup>er</sup> juillet 2023. En ce qui concerne IFC et la MIGA, ce sont 85 % de leurs nouvelles opérations qui seront alignées à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 et 100 % dès le 1<sup>er</sup> juillet 2025.

Durant l'exercice écoulé, le monde a subi des catastrophes naturelles dévastatrices qui ont causé des pertes tragiques en vies humaines et des destructions à grande échelle. Les tremblements de terre qui ont frappé la Turquie comptent parmi les événements les plus récents auxquels le Groupe de la Banque mondiale a dû apporter une réponse. Les Administrateurs continuent de reconnaître les difficultés rencontrées dans les situations de fragilité et de conflit à travers le monde, y compris les défis et la complexité des migrations, comme indiqué dans le Rapport sur le développement dans le monde de cette année. Les Administrateurs saluent les efforts continus et coordonnés déployés par la Banque mondiale, IFC et la MIGA pour remédier rapidement aux situations de fragilité et de catastrophe, notamment en mettant à contribution le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA et en activant les composantes d'intervention d'urgence conditionnelle dans les opérations. Le Conseil a également approuvé récemment la création du Mécanisme de gestion des crises de l'IDA, qui renforcera le soutien apporté aux pays les plus pauvres du monde afin de les aider à relever les défis urgents du développement, en particulier la sécurité alimentaire et le changement climatique.

Outre l'examen et l'approbation de nombreuses opérations et interventions dans les pays par le Conseil durant l'exercice écoulé, des Administrateurs ont visité des opérations dans plusieurs pays clients. En février et en mai 2023, des membres du Conseil se sont rendus au Belize, au Guatemala, au Panama, en République du Congo et à Sao Tomé-et-Principe. Au cours de ces missions, les Administrateurs se sont entretenus avec des entités gouvernementales clés, le secteur privé, la société civile et les bailleurs de fonds concernés, et ils ont rencontré des membres du personnel du Groupe de la Banque et les bénéficiaires de ces opérations.

Alors que la direction et les Conseils des Administrateurs du Groupe de la Banque mondiale se préparent pour les Assemblées annuelles d'octobre 2023 à Marrakech, les Administrateurs et la direction progressent sur la Feuille de route pour l'évolution. Les Administrateurs expriment leur sincère gratitude à David Malpass pour les grandes qualités de chef qu'il démontrées inlassablement à la tête du Groupe de la Banque mondiale durant une période historiquement difficile. Grâce à son attachement à la mission, à la diversité et à l'inclusion, à la transparence et à la viabilité de la dette, et aux résultats de développement au niveau des pays, l'institution a réalisé des engagements sans précédent à l'appui du développement. Le Conseil souhaite chaleureusement la bienvenue à son successeur, Ajay Banga, 14<sup>e</sup> président du Groupe de la Banque mondiale. Enfin, les Administrateurs expriment leurs remerciements à l'ensemble du personnel pour son dévouement inlassable et son ardeur au travail en ces temps difficiles. Grâce à lui, le Groupe de la Banque mondiale continue de changer la vie de tous ceux qui méritent de vivre dans la dignité.



## PHOTO DES ADMINISTRATEURS D'IFC

Assis (de gauche à droite) :

**Erivaldo Gomes**, Brésil ; **Cecilia Nahon**, Argentine ;  
**Ayanda Dlodlo**, Afrique du Sud ; **Dominique Favre**,  
Suisse ; **Junhong Chang**, Chine — *Co-doyen* ; **Koen Davidse**,  
Pays-Bas — *Doyen* ; **Khalid Bawazier**, Arabie saoudite ;  
**Adriana Kugler**, États-Unis ; **Matteo Bugamelli**, Italie ;  
**Ernesto Acevedo**, Mexique ; **Takashi Miyahara**, Japon ;  
**Lene Lind**, Norvège.

Debout (de gauche à droite) :

**Wempi Saputra**, Indonésie ; **Parameswaran Iyer**,  
Inde ; **Mansour Alshamali**, Koweït ; **Michael Krake**,  
Allemagne ; **Katharine Rechico**, Canada ; **Roman Marshavin**,  
Fédération de Russie ; **Velavan Gnanendran**, Royaume-Uni ;  
**Il-Young Park**, Corée ; **Hayrettin Demircan**, Turquie ;  
**Naveed Baloch**, Pakistan ; **Abdoul Salam Bello**, Niger ;  
**Arnaud Buissé**, France.

Absent : **Floribert Ngaruko**, Burundi.

# MESSAGE DE AJAY BANGA

Président du Groupe de la Banque mondiale

Alors que des défis étroitement imbriqués — pauvreté, pandémies, dérèglement climatique, dette, conflits, insécurité alimentaire et fragilité — érodent des décennies de progrès de développement réalisés au prix de gros efforts, le monde attend de nous des solutions. Fort heureusement, la Banque mondiale est faite pour relever des défis épineux. Pour que notre action ait un réel impact, nous devons être davantage enclins à prendre plus de risques, nous aurons besoin de financements conséquents du secteur privé et nous devons agir avec empressement.

Ce sentiment d'urgence nous pousse à définir un nouveau modèle stratégique qui impulsera un développement efficace et améliorera la qualité de vie des populations partout dans le monde. Les pandémies et le changement climatique se moquent des lignes tracées sur une carte. Si nous ne conjuguons pas nos efforts pour enrayer ces crises, nous serons tous perdants. Notre démarche doit inclure tout le monde, y compris les femmes, les jeunes et d'autres personnes trop souvent laissées pour compte. Elle doit être résiliente aux chocs, notamment les catastrophes touchant le climat et la biodiversité, les pandémies et la fragilité. Et elle doit être durable — que ce soit pour la croissance économique, le développement humain, la gestion des finances publiques et de la dette, et la sécurité alimentaire, que pour l'accès à l'air pur, à l'eau et à une énergie abordable.

Pour aider les pays à atteindre ces objectifs et à répondre à leurs besoins de développement les plus urgents, nous proposons des solutions innovantes qui peuvent être appliquées à grande échelle afin d'en optimiser l'impact. Grâce à nos connaissances et à nos travaux de recherche, nous aidons les pays à prendre des décisions éclairées et efficaces. Nos partenariats et notre pouvoir de mobilisation, qui s'inscrivent au cœur de ces efforts, élargissent davantage la portée de notre action dans la poursuite de notre vision commune.

Dans le cadre de notre Feuille de route pour l'évolution, nous nous employons à devenir une Banque meilleure. Nous deviendrons plus efficaces et ferons plus en moins de temps, privilégiant le résultat plutôt que les moyens. Nous continuerons de mettre l'accent sur le nombre de filles scolarisées, le nombre d'emplois créés, le nombre de tonnes d'émissions de dioxyde de carbone évitées et les montants mobilisés auprès du secteur privé.

Nous nous surpassons pour renforcer notre capacité de prêt, trouver des moyens de tirer parti du capital exigible et créer de nouveaux mécanismes tels que le capital hybride, qui pourraient débloquer des ressources incalculables permettant d'obtenir des résultats. Nous voulons accroître les financements concessionnels et les faire évoluer afin d'aider un plus grand nombre de pays à faible revenu à atteindre leurs objectifs de développement, tout en réfléchissant à des manières créatives de promouvoir la coopération transfrontalière et de relever des défis communs.

Alors que nous entrons dans une nouvelle ère du développement, nous restons déterminés à créer un monde sans pauvreté sur une planète vivable.

## **Ajay Banga**

Président du Groupe de la Banque mondiale et  
Président du Conseil d'Administration



**Photo :** Le Président du Groupe de la Banque mondiale, Ajay Banga, visite les serres du conseil communautaire de Kirkvine en Jamaïque (juin 2023).

**NOUS PROPOSONS DES SOLUTIONS INNOVANTES QUI PEUVENT ÊTRE APPLIQUÉES À GRANDE ÉCHELLE AFIN D'EN OPTIMISER L'IMPACT. GRÂCE À NOS CONNAISSANCES ET À NOS TRAVAUX DE RECHERCHE, NOUS AIDONS LES PAYS À PRENDRE DES DÉCISIONS ÉCLAIRÉES ET EFFICACES.**



## MESSAGE DE MAKHTAR DIOP

DIRECTEUR GENERAL D'IFC

Cette année a été marquée par une vague incessante de défis : ralentissement brutal de la croissance mondiale, aggravation de l'extrême pauvreté, intensification de la crise climatique et apparition de nouveaux conflits. Face à ces crises concomitantes qui continuaient de s'intensifier, la réponse d'IFC a été prompte et de grande envergure. Plus important encore, nous avons compris que le statu quo ne suffirait pas et avons relevé nos ambitions pour saisir le moment.

Et au cours de l'exercice 23, nous avons obtenu des résultats. Au total, IFC a engagé plus de 43 milliards de dollars au titre d'investissements, le volume le plus important de son histoire. Les engagements climatiques ont atteint un niveau inédit, dépassant les 14 milliards de dollars. Nous avons dépassé nos cibles en matière d'égalité des sexes. Et nous avons mobilisé plus de 15 milliards de dollars auprès de partenaires extérieurs, un autre record.

Ces chiffres sont impressionnants, mais ce qu'ils représentent en réalité, ce sont des emplois créés, c'est l'accès des femmes entrepreneurs aux services financiers, c'est la réduction significative des émissions de gaz à effet de serre, et bien plus encore. Les réalisations de cette année rendent aussi compte de la manière dont IFC opère sa mue. Les nombreux changements que nous avons apportés à nos méthodes de travail réduisent la bureaucratie et donnent aux agents de première ligne les moyens de prendre plus de risques et de répondre plus rapidement aux nouveaux besoins. Résultat ? Des interventions audacieuses qui enrayent les crises et ont un impact positif.

Partout dans le monde, nous déployons tout notre arsenal d'outils pour atteindre des objectifs à grande échelle : établissement de normes, mise au point de solutions financières novatrices, recours à des partenariats public-privé pour construire des infrastructures durables et mobilisation de capitaux. Nous accompagnons l'ingéniosité des entrepreneurs qui sont le pilier des économies à travers le monde, aidant de petites entreprises, du Cameroun à la République kirghize, à accéder à des financements. Dans le cadre de nos efforts visant à combler un déficit de financement de plus de 5 000 milliards de dollars pour les micro, petites et moyennes entreprises, nous concentrons notre action sur l'énorme potentiel inexploité que recèlent les femmes entrepreneurs.

Pour garantir aux plus vulnérables l'accès à la nourriture, nous avons lancé une plateforme mondiale pour la sécurité alimentaire dotée de 6 milliards de dollars. Parallèlement, nous nous sommes employés à stabiliser des marchés alimentaires volatils et à fournir les financements qui manquent cruellement aux entreprises le long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

Pour relever les défis mondiaux, qu'il s'agisse de la sécurité alimentaire ou du changement climatique, nous devons créer les passerelles qui permettront aux investisseurs privés d'accéder aux marchés émergents et aux économies en développement en atténuant les risques associés aux investissements novateurs. C'est pourquoi nous avons déployé un niveau record de financements concessionnels mixtes afin de réduire les risques liés aux investissements à fort impact, et nous continuons de mettre en place de nouveaux mécanismes pour répondre aux besoins naissants dans les pays à revenu intermédiaire. IFC dispose à présent de plus de 30 instruments de mobilisation différents, dont MCCP One Planet, le premier portefeuille mondial de prêts aux investisseurs dans les marchés émergents aligné sur l'Accord de Paris.

La Feuille de route pour l'évolution du Groupe de la Banque mondiale nous invite à faire davantage pour relever des défis mondiaux interdépendants. Durant l'exercice écoulé, IFC a continué de réorganiser ses activités afin de débrider l'innovation et de proposer des solutions plus durables du secteur privé qui améliorent la vie des personnes. Je me sens particulièrement réconforté par notre équipe, qui pilote les projets et initiatives décrits dans le présent rapport. Grâce à nos aptitudes, à notre passion, à notre détermination, je reste persuadé qu'un cercle plus vertueux — d'élimination de la pauvreté, de protection de la planète et de création d'une croissance solidaire — est à notre portée.

**Makhtar Diop**  
Directeur général



**Ci-dessus :** Dans la région de Tchoui en République kirghize, Ildys Karazhieva, a eu recours aux microcrédits d'Elet-Capital pour développer son élevage de poulets. Le prêt d'IFC à Elet-Capital s'inscrit dans le cadre de son programme Base de la pyramide, qui aide les prestataires de services financiers à fournir des financements aux MPME, aux entreprises informelles et aux ménages à faible revenu.



**NOUS CONTINUONS  
DE RÉORGANISER LES  
ACTIVITÉS D'IFC, AFIN DE  
DÉBRIDER L'INNOVATION,  
ET DE PROPOSER DES  
SOLUTIONS PLUS  
DURABLES DU SECTEUR  
PRIVÉ QUI AMÉLIORENT  
LA VIE DES PERSONNES.**

**Photo :** Ngo Thi Xuyen récolte des grains de poivre dans une ferme au Viet Nam. Un partenariat d'IFC avec *McCormick & Co.* contribue à mettre en place une chaîne d'approvisionnement en poivres plus durable, traçable, certifiée et respectueuse de la qualité grâce au développement des capacités des agricultrices et à leur autonomisation.

# L'ÉQUIPE DE DIRECTION D'IFC



**Makhtar Diop**  
Directeur général

La direction d'IFC élabore les stratégies et politiques institutionnelles et veille au déploiement efficace des ressources de l'institution. Le principal objectif de cette dernière est de maximiser l'impact sur le plan du développement et de répondre aux besoins des clients. Ses membres ont, collectivement, des années d'expérience dans le domaine du développement, une large gamme de compétences spécialisées et des perspectives culturelles qui se complètent.



**Elena Bourgangskaia**  
Vice-présidente,  
soutien institutionnel



**Hela Cheikhrouhou**  
Vice-présidente  
régionale, Moyen-Orient,  
Asie centrale, Türkiye,  
Afghanistan et Pakistan



**Federico Galizia**  
Vice-président,  
Risques et finances



**John Gandolfo**  
Vice-président  
et trésorier



**Mohamed Gouled**  
Vice-président,  
Industries



**Susan M. Lund**  
Vice-présidente,  
Économie et développement  
du secteur privé



**Alfonso Garcia Mora**  
Vice-président régional,  
Europe, Amérique latine  
et Caraïbes



**Mary-Jean Moyo**  
Chef du personnel



**Ramit Naggal**  
Vice-président  
et Conseiller juridique



**Emmanuel Nyirinkindi**  
Vice-président,  
Solutions transversales



**Sérgio Pimenta**  
Vice-président régional,  
Afrique



**Riccardo Puliti**  
Vice-président régional,  
Asie et Pacifique

## IFC, EXERCICE 23 : ATTEINDRE DE NOUVEAUX SOMMETS

# 43,7 milliards de dollars

au total d'engagements au titre d'investissements

### CLIMAT

## 14,4 milliards de dollars

au titre du financement climatique

### COMMERCE ET CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

## 12 milliards de dollars

de financements à court terme

## 68 %

ont été engagés au profit de pays IDA  
et de pays fragiles ou touchés par un conflit

# PRINCIPALES DONNÉES DE L'IMPACT ATTENDU DES PROJETS POUR L'EXERCICE 23



**11,5**  
**millions de tonnes**

Émissions de GES d'équivalent  
CO<sub>2</sub> réduites chaque année



**2,2 à 3,1**  
**millions**

Nombre estimé d'emplois directs,  
indirects et induits créés<sup>1</sup>



**2,2**  
**millions**

Encours des prêts supplémentaires aux  
MPME, dont 1,4 million à des femmes



**11,2**  
**milliards de dollars**

Volume de financements  
supplémentaires en faveur du commerce



**496**  
**mille**

Nombre d'agriculteurs  
supplémentaires touchés



**34,5**  
**millions**

Nombre de connexions internet  
fixe/mobile directes supplémentaires

1. Les estimations de l'emploi sont calculées pour chaque projet au moyen du cadre d'évaluation de l'impact économique d'IFC. Le cadre fait intervenir des modèles sectoriels et retient diverses hypothèses concernant les pays et les secteurs. Dans le cas des intermédiaires financiers, l'estimation ne couvre que les montants rétrocedés par IFC. Les portefeuilles des banques clientes augmentent dans une plus large mesure que les financements propres d'IFC parce que, d'une part, les contributions d'IFC catalysent des financements supplémentaires et, d'autre part, cette augmentation est convenue par voie de contrat avec IFC. L'expansion additionnelle, qu'il est difficile d'imputer de manière précise à une cause particulière, pourrait représenter la création de plusieurs millions d'emplois.

# GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

## RÉSUMÉ DES RÉSULTATS DE 2023

### ENGAGEMENTS MONDIAUX

Durant l'exercice 23, le Groupe de la Banque mondiale a fourni des financements indispensables, recueilli des données, mené des travaux de recherche et d'analyse et collaboré avec les États, le secteur privé et d'autres institutions pour soutenir le développement des pays et relever les défis mondiaux.

# 128,3

## MILLIARDS DE DOLLARS

de prêts, dons, prises de participation et garanties en faveur de pays partenaires et d'entreprises privées.

Le montant total inclut les opérations multirégionales et mondiales.  
La répartition par région tient compte de la classification des pays par la Banque mondiale.

ASIE DE L'EST  
ET PACIFIQUE

**13,0**

MILLIARDS DE DOLLARS

EUROPE ET  
ASIE CENTRALE

**36,2**

MILLIARDS DE DOLLARS

AMÉRIQUE LATINE  
ET CARAÏBES

**18,2**

MILLIARDS DE DOLLARS

MOYEN-ORIENT ET  
AFRIQUE DU NORD

**6,8**

MILLIARDS DE DOLLARS

ASIE  
DU SUD

**15,4**

MILLIARDS DE DOLLARS

AFRIQUE  
SUBSAHARIENNE

**38,6**

MILLIARDS DE DOLLARS

## Institutions du Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale est la principale source de connaissances et de financements pour les pays en développement. Il est composé de cinq institutions qui partagent la même détermination à lutter contre la pauvreté, à accroître la prospérité partagée et à promouvoir le développement durable.

### La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

prête aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu solvables.

### L'Association internationale de développement (IDA)

accorde des financements à des conditions extrêmement favorables aux gouvernements des pays les plus pauvres.

### La Société financière internationale (IFC)

fournit des prêts, des garanties, des services-conseil et des services d'élaboration de projets, et mobilise des capitaux additionnels auprès d'autres sources, afin de stimuler les investissements du secteur privé dans les pays en développement.

### L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)

fournit des assurances contre les risques politiques et des services d'amélioration des termes du crédit aux investisseurs et prêteurs afin de favoriser les investissements directs étrangers dans les économies émergentes.

### Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)

fournit des facilités internationales pour la conciliation, la médiation, l'arbitrage et le règlement des différends liés aux investissements.

## Financements accordés par le Groupe de la Banque mondiale à ses pays partenaires

par exercice, en millions de dollars

	2023	2022	2021	2020	2019
<b>Groupe de la banque mondiale</b>					
Engagements <sup>1</sup>	128 341	104 370	98 830	83 547	68 105
Décaissements <sup>2</sup>	91 391	67 041	60 596	54 367	49 395
<b>BIRD</b>					
Engagements <sup>3</sup>	38 572	33 072	30 523	27 976	23 191
Décaissements	25 504	28 168	23 691	20 238	20 182
<b>IDA</b>					
Engagements <sup>3,4</sup>	34 245	37 727	36 028	30 365	21 932
Décaissements <sup>4</sup>	27 718	21 214	22 921	21 179	17 549
<b>IFC</b>					
Engagements <sup>5</sup>	27 704	22 229	20 669	17 604	14 684
Décaissements	18 689	13 198	11 438	10 518	9 074
<b>MIGA</b>					
Émissions brutes de garanties	6 446	4 935	5 199	3 961	5 548
<b>Compte de décaissements exécuté par les bénéficiaires</b>					
Engagements	21 374	6 407	6 411	3 641	2 749
Décaissements	19 480	4 461	2 546	2 433	2 590

1. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC et les engagements au titre des comptes de décaissements exécutés par les bénéficiaires, ainsi que les émissions brutes de garanties de la MIGA. Les engagements au titre des comptes de décaissements exécutés par les bénéficiaires englobent tous les dons exécutés par les bénéficiaires.
2. Inclut les décaissements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, ainsi que les décaissements au titre des comptes de décaissements exécutés par les bénéficiaires.
3. Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice.
4. Les engagements et décaissements n'incluent pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.
5. Inclut les engagements à long terme au titre du compte propre d'IFC et les engagements de financement à court terme. N'inclut pas les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.

# RÉTROSPECTIVE DE L'EXERCICE D'IFC EN 2023

IFC mène ses opérations conformément à sa stratégie IFC 3.0 approuvée par le Conseil d'administration et à la version actualisée du document de Stratégie et perspectives d'activités d'IFC pour les exercices 23 à 25.

## Principales données financières

En millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices

	2023	2022	2021	2020	2019
Revenu net (perte nette)	672	(464)	4 209	(1 672)	93
Dons à l'IDA	-	-	213	-	-
Revenu (perte) avant dons à l'IDA	<b>672</b>	(464)	4 422	(1 672)	93
Total actifs	<b>110 547</b>	99 010	105 264	95 800	99 257
Investissements	<b>51 502</b>	44 093	44 991	41 138	43 462
<b>Principaux ratios financiers</b>					
Ratio de liquidité global	<b>104 %</b>	111 %	114 %	96 %	104 %
Ratio d'endettement	<b>1,6</b>	1,6	2,1	2,2	2,2
Capitaux disponibles (en milliards de dollars)	<b>34,8</b>	32,5	30,7	28,2	27,8
Capitaux requis (en milliards de dollars)	<b>21,1</b>	20,1	20,5	20,3	21,8
Taux d'utilisation du capital <sup>1</sup>	<b>60,7 %</b>	62,0%	66,6 %	72,1 %	78,4 %
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé	<b>3,7 %</b>	4,4 %	4,9 %	6,3 %	4,7 %

1. Depuis l'exercice 22, IFC applique le taux d'utilisation du capital (CUR), défini comme (le capital requis divisé par le capital disponible), qui permet de mesurer l'adéquation des fonds propres en vertu du cadre d'adéquation des fonds propres d'IFC. Le CUR remplace le ratio du capital stratégique utilisable (DSC). Le CUR et le DSC ont une relation d'adéquation exprimée sous la formule (CUR = 90 % - Ratio DSC).

# Principales données opérationnelles

En millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices

	2023	2022	2021	2020	2019
<b>Engagements au titre d'investissements<sup>1</sup></b>	<b>43 728</b>	33 592	31 803	28 616	25 520
<b>Engagements au titre d'investissements à long terme</b>					
<b>POUR LE COMPTE D'IFC</b>	<b>16 677</b>	12 569	12 474	11 135	8 920
Nombre de projets	<b>325</b>	296	313	282	269
Nombre de pays	<b>78</b>	68	71	67	65
<b>RESSOURCES MOBILISÉES<sup>2</sup></b>	<b>15 029</b>	10 596	10 831	10 826	10 206
Prêts syndiqués	<b>5 492</b>	3 475	3 647	4 989	5 824
Initiatives d'IFC et autres	<b>5 810</b>	3 311	3 693	3 370	2 857
Fonds d'Asset Management Company (AMC)	<b>14</b>	248	244	50	388
Ressources mobilisées au titre de services-conseil <sup>3</sup>	<b>3 712</b>	3 562	3 246	2 417	1 137
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS À LONG TERME</b>	<b>31 705</b>	23 166	23 305	21 961	19 126
<b>Engagements au titre d'investissements à court terme</b>					
Pour le compte d'IFC <sup>4</sup>	<b>11 027</b>	9 659	8 195	6 469	5 764
Ressources mobilisées	<b>996</b>	767	303	186	630
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS À COURT TERME</b>	<b>12 023</b>	10 426	8 498	6 655	6 394
<b>Décaissements au titre d'investissements</b>					
Pour le compte d'IFC	<b>18 689</b>	13 198	11 438	10 518	9 074
Prêts syndiqués	<b>2 443</b>	2 589	1 309	2 231	2 510
<b>TOTAL DES DÉCAISSEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS</b>	<b>21 132</b>	15 787	12 747	12 749	11 584
<b>Exposition du portefeuille<sup>5</sup></b>					
Nombre d'entreprises	<b>1 928</b>	1 848	1 822	1 880	1 930
Pour le compte d'IFC	<b>70 069</b>	63 763	64 092	58 650	58 847
Prêts syndiqués	<b>15 312</b>	15 235	15 658	16 161	15 787
<b>EXPOSITION TOTALE DU PORTEFEUILLE</b>	<b>85 381</b>	78 998	79 750	74 811	74 635
<b>Services-conseil</b>					
Dépenses au titre du programme de services-conseil	<b>260,2</b>	250,6	244,0	274,4	295,1
Pourcentage du programme consacré aux pays IDA6	<b>54 %</b>	51 %	54 %	57 %	59 %

1. Les engagements au titre d'investissement englobent les engagements au titre d'investissements à long terme et les engagements au titre d'investissements à court terme.
2. Les « ressources mobilisées » sont les financements provenant d'entités autres qu'IFC ou faisant l'objet d'un dispositif de partage des risques mis à la disposition des clients aux conditions du marché grâce à la participation active et directe de la Société. Elles ne comprennent pas un montant de 1 128 millions de dollars au titre de participations non financées aux risques, qui est inclus dans les ressources mobilisées pour le compte d'IFC.
3. Les ressources mobilisées au titre de services-conseil comprennent les financements privés provenant de tiers affectés à des projets de partenariats public-privé par suite de l'intervention d'IFC en tant que conseiller principal. Elles comprennent aussi les ressources mobilisées par les Services de conseil financier aux entreprises (Corporate Finance Services), pour des projets au titre desquels IFC a assuré des services-conseil dans le but d'aider ses clients du secteur privé à pénétrer sur de nouveaux marchés, à diversifier et restructurer leurs opérations ou à attirer de nouveaux investisseurs.
4. Les financements à court terme comprennent les montants relatifs au Programme mondial de financement du commerce et au Programme mondial de financement des fournisseurs.
5. L'exposition du portefeuille est définie par la somme : i) des engagements au titre des investissements d'IFC dans des titres de créances ; ii) de la juste valeur marchande des investissements d'IFC sous forme de participations ; et iii) du montant total des engagements sous forme de participations non décaissées.
6. Toutes les références faites dans ce rapport au pourcentage de dépenses de services-conseil consacrées aux pays IDA, aux États fragiles et aux pays touchés par un conflit excluent les projets à caractère mondial.

## Engagements à long terme, Exercice 23

Montants en millions de dollars, pour le compte d'IFC, au 30 juin 2023

TOTAL	16 677	100 %
<b>Par branche d'activité</b>		
Marchés financiers	8 602	51,58 %
Infrastructures	2 447	14,67 %
Industrie manufacturière	1 519	9,11 %
Agro-industrie et foresterie	1 100	6,60 %
Fonds	990	5,94 %
Tourisme, commerce de détail et biens immobiliers	765	4,59 %
Télécommunications et technologies de l'information	747	4,48 %
Santé et éducation	505	3,03 %
Ressources naturelles <sup>1</sup>	2	0,01 %
<b>Par région</b>		
Amérique latine et Caraïbes	3 885	23,29 %
Afrique	3 755	22,52 %
Asie de l'Est et Pacifique	2 439	14,63 %
Europe	2 190	13,13 %
Asie du Sud	2 130	12,77 %
Asie centrale et Türkiye	1 784	10,70 %
Moyen-Orient	413	2,48 %
Monde	81	0,49 %
<b>Par produit</b>		
Prêts <sup>2</sup>	14 135	84,76 %
Participations <sup>3</sup>	1 761	10,56 %
Garanties	704	4,22 %
Produits de gestion des risques	76	0,46 %

1. Comprend les activités d'IFC dans la branche pétrole, gaz et mines.

2. Y compris les produits de type prêt et quasi-prêt.

3. Y compris les produits de type participation et quasi-participation.

## L'exposition du portefeuille, Exercice 23<sup>4</sup>

Montants en millions de dollars, pour le compte d'IFC, au 30 juin 2023

TOTAL	70 069	100 %
<b>Par branche d'activité</b>		
Marchés financiers	26 986	39 %
Infrastructures	10 146	14 %
Fonds	6 929	10 %
Industrie manufacturière	5 240	7 %
Tourisme, commerce de détail et biens immobiliers	4 210	6 %
Agro-industrie et foresterie	4 075	6 %
Santé et éducation	3 901	6 %
Télécommunications et technologies de l'information	3 778	5 %
Financement du commerce	3 544	5 %
Ressources naturelles <sup>1</sup>	1 260	2 %
<b>Par région<sup>5</sup></b>		
Afrique	15 042	21 %
Amérique latine et Caraïbes	14 688	21 %
Asie de l'Est et Pacifique	12 910	18 %
Asie du Sud	9 005	13 %
Europe	5 615	8 %
Asie centrale et Türkiye	5 387	8 %
Monde	5 111	7 %
Moyen-Orient	2 312	3 %
<b>Par produit</b>		
Prêts <sup>2</sup>	49 713	71 %
Participation <sup>3</sup>	14 760	21 %
Garanties	5 145	7 %
Produits de gestion des risques	451	1 %

4. L'exposition du portefeuille est définie par la somme : i) des engagements au titre des investissements d'IFC dans des titres de créances ; ii) de la juste valeur marchande des investissements d'IFC sous forme de participations ; et iii) du montant total des engagements sous forme de participations non décaissées.

5. Non comprises les parts des projets régionaux et mondiaux imputables aux pays.

## Pays bénéficiaires des plus gros engagements d'IFC<sup>6</sup>

Au 30 juin 2023 (sur la base des données pour le compte d'IFC)

PAYS (CLASSEMENT MONDIAL)	ENGAGEMENTS AU NIVEAU DU PORTEFEUILLE <sup>7</sup> (EN MILLIONS DE DOLLARS)	% DU PORTEFEUILLE MONDIAL
1 Inde	7 284	10,40 %
2 Brésil	5 600	7,99 %
3 Türkiye	4 650	6,64 %
4 Chine	3 711	5,30 %
5 Afrique du Sud	3 234	4,62 %
6 Colombie	2 348	3,35 %
7 Viet Nam	2 187	3,12 %
8 Indonésie	2 171	3,10 %
9 Nigéria	2 021	2,88 %
10 Roumanie	1 729	2,47 %

6. Non comprises les parts des projets régionaux et mondiaux imputables aux pays.

7. L'exposition du portefeuille est définie par la somme : i) des engagements au titre des investissements d'IFC dans des titres de créances ; ii) de la juste valeur marchande des investissements d'IFC sous forme de participations ; et iii) du montant total des engagements sous forme de participations non décaissées.

## Engagements à long terme par catégorie sociale et environnementale, Exercice 23

CATÉGORIE	ENGAGEMENTS (EN MILLIONS DE DOLLARS)	NOMBRE DE NOUVEAUX PROJETS
A	1 154	9
B	5 683	106
C	142	29
FI <sup>8</sup>	6	0
FI-1	572	5
FI-2	7 122	126
FI-3	1 998	50
<b>TOTAL</b>	<b>16 677</b>	<b>325</b>

8. La catégorie FI s'applique aux nouveaux volumes d'engagements portant sur des projets existants. Consulter le site [www.ifc.org/escategories](http://www.ifc.org/escategories) pour en savoir plus sur les définitions des catégories.

## Dépenses au titre du programme de services-conseil, Exercice 23

Montants en millions de dollars

TOTAL	260,2	100 %
<b>Par région</b>		
Afrique	98,5	38 %
Asie de l'Est et Pacifique	34,2	13 %
Monde	31,7	12 %
Amérique latine et Caraïbes	26,7	10 %
Asie du Sud	22,6	9 %
Europe	21,2	8 %
Moyen-Orient	13,1	5 %
Asie centrale et Türkiye	12,3	5 %
<b>Par domaine d'activité</b>		
Services-conseil par domaine d'activité d'IFC	171,8	66 %
<i>Groupe des institutions financières</i>	69,5	27 %
<i>Services-conseil pour les transactions</i>	42,8	16 %
<i>Industrie manufacturière, agro-industrie et services</i>	37,3	14 %
<i>Infrastructure et ressources naturelles</i>	17,1	7 %
<i>Technologies de rupture et fonds pour l'innovation de rupture</i>	5,2	2 %
Services-conseil régionaux pour la création des marchés	54,7	21 %
Autres services-conseil, y compris sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance	33,7	13 %

# FAITS MARQUANTS DANS LE DOMAINE DU CLIMAT

Les efforts de lutte contre le changement climatique ne réussiront pas sans une augmentation massive des flux de capitaux privés en direction des marchés émergents et des économies en développement, qui représentent plus de 60 % des besoins mondiaux d'investissement dans la décarbonation.

Au cours de l'exercice 23, IFC a engagé un montant record de 14,4 milliards de dollars dans le financement de l'action climatique, mobilisant 6,8 milliards de dollars de capitaux supplémentaires en plus de son propre investissement de 7,6 milliards de dollars pour aider les pays clients à faire face à la crise climatique. Ce chiffre représente un taux record de 46 % du total des investissements à long terme pour son propre compte. Les travaux d'IFC accélèrent une transition inclusive en catalysant la croissance verte, en aidant les entreprises privées à être plus sobres en carbone et à gérer les risques, et en accompagnant les sociétés qui s'adaptent au réchauffement de la planète. Par conséquent, l'institution contribue à créer des marchés et des emplois afin que les pays continuent de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie tout en renforçant la résilience et en passant à un monde décarboné.



Au 1<sup>er</sup> juillet 2023, 85 % de tous les nouveaux investissements seront conformes aux objectifs de l'Accord de Paris, le taux devant passer à 100 % au 1<sup>er</sup> juillet 2025. En clair, IFC tiendra désormais compte de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets dans toutes les décisions d'investissement. Par exemple, si elle finance une nouvelle usine de fabrication, ses équipes rechercheront en concertation avec le client des solutions sobres en carbone et commercialement viables. De même, elle évaluera les mesures pouvant être prises pour réduire les risques climatiques possibles dans la zone concernée, par exemple en installant des systèmes de drainage pour se protéger des fortes pluies ou en atténuant les effets des épisodes de canicule sur les employés et le matériel.

IFC mobilise tous les outils de sa panoplie pour accroître son impact, qu'il s'agisse de plateformes de co-investissement, de conseils aux clients, de financement mixte ou de partenariats public-privé. Mais elle ne fait pas qu'investir. Elle contribue aussi aux rapports nationaux sur le climat et le développement du Groupe de la Banque mondiale, dont les diagnostics permettent de déterminer la manière dont les pays peuvent atteindre leurs objectifs de développement tout en aidant à réduire les émissions de carbone et à renforcer la résilience. Et elle joue un rôle important d'établissement des normes sur un grand nombre de marchés. Au cours de l'exercice 23, la Société a lancé le [Guide de référence sur le financement de la biodiversité](#), un document pratique destiné aux investisseurs intéressés par des transactions commerciales qui contribuent à pallier les pertes de nature et de biodiversité, et un [Guide pour la finance bleue](#), devant aider à libérer le potentiel de l'économie océanique.

**Photo :** Dans le quartier de Vila das Pratas, à São Paulo, des programmes communautaires donnent aux enfants des enseignements sur le climat et l'eau potable. Plus de 7 000 foyers de la région disposent désormais d'un assainissement de base grâce à la dépollution du fleuve Pinheiros.



## ÉCONOMIE BLEUE

**PROJET :** *Companhia de Saneamento Básico de Estado de São Paulo (SABESP)*, Réduire le déversement d'effluents non traités dans les eaux du fleuve Pinheiros au Brésil.

**FINANCEMENT D'IFC :** 150 millions de dollars

# 66 000 TONNES

d'émissions de méthane réduites chaque année, soit l'équivalent de 5,5 millions de tonnes de GES par an sur une période de 20 ans.



## GESTION DURABLE DES FORÊTS

**PROJET :** Suzano S.A., BRÉSIL  
Première usine de pâte à papier brésilienne n'utilisant pas de combustibles fossiles.

**FINANCEMENT D'IFC ET RESSOURCES MOBILISÉES :**  
1,5 milliard de dollars

# 180 MÉGAWATTS

d'excédents d'énergies renouvelables ajoutés au réseau et 3 000 emplois créés.



## MOBILITÉ

**PROJET :** Flotte de véhicules écologiques pour *ALD Automotive*  
Véhicules électriques pas chers et location de véhicules hybrides dans sept pays où le marché des véhicules électroniques fait ses premiers pas.

**FINANCEMENT D'IFC :** 400 millions de dollars

# 15 000

véhicules électriques et hybrides ajoutés au marché de la location.



## LOGEMENTS ÉCOLOGIQUES ET ENVIRONNEMENT BÂTI

**PROGRAMME :** EDGE

Contribuer à la certification écologique de plus de 60 millions de mètres carrés dans des bâtiments à travers le monde et économiser en conséquence 1,3 million de tonnes de GES par an.

# 15 MILLIONS

de mètres carrés de constructions écologiques certifiés au cours de l'exercice 23.



## RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DANS LES GRANDS SECTEURS INDUSTRIELS

**PROJET :** Sococim, SÉNÉGAL  
Cimenterie sobre en carbone.

**FINANCEMENT D'IFC ET RESSOURCES MOBILISÉES :** 242 millions d'euros

# 300 000 TONNES

d'émissions de GES réduites chaque année d'ici à 2030.



## NOUVELLES TECHNOLOGIES/ INNOVATION

**PROJET :** BOSTON METAL

Commercialisation d'un processus de production métallurgique sans émissions de CO<sub>2</sub> et extraction de métaux de grande valeur à partir de déchets miniers.

**PRISE DE PARTICIPATION D'IFC :** 20 millions de dollars  
Technologie de production métallurgique à

# ZERO

émission de carbone.



## MARCHÉS FINANCIERS

**PROJET :** *Cyfrowy Polsat S.A.*

Première obligation indexée sur des indicateurs de développement durable émise en Pologne pour accompagner l'entreprise dans sa transition vers les énergies renouvelables et l'hydrogène vert.

**FINANCEMENT D'IFC :** Équivalent de 99 millions de dollars en zloty polonais.

# 5,4 MILLIARDS DE DOLLARS

Investis par IFC dans des obligations classées indexées sur des indicateurs de développement durable au cours de l'exercice 23.



## TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

**PROJET :** AMEA Power, ÉGYPTE

Un parc éolien et un parc solaire dont la production cumulée apportera de l'électricité à 1 million d'Égyptiens aux tarifs les plus bas d'Afrique (2 cents américains/kilowatt heure pour le solaire et 3 cents américains/kilowatt heure pour l'éolien).

**FINANCEMENT D'IFC ET RESSOURCES MOBILISÉES :**  
770 millions de dollars

# 1,7 MILLION DE TONNES

d'émissions de GES réduites chaque année d'ici 2030.



## OBLIGATIONS VERTES

**PROJET :** DCM JKB *Green Bond*  
première obligation verte de la Jordanie.

**FINANCEMENT D'IFC :** 50 millions de dollars, notamment des co-investissements au titre du financement mixte.

# 285

institutions financières de marchés émergents dans plus de 70 pays, formées par IFC sur les obligations classées indexées sur des indicateurs de développement durable, avec pour conséquence l'émission de plus de 10 milliards de dollars d'obligations classées.

# CONSTRUIRE UN AVENIR MEILLEUR

Au sein du Groupe de la Banque mondiale, IFC est la plus importante institution mondiale de financement du développement, s'employant principalement à mobiliser des solutions du secteur privé pour parvenir à un monde sans pauvreté sur une planète vivable. Face à des défis mondiaux sans précédent, elle augmente les ressources mobilisées auprès du secteur privé, ses investissements et ses services de conseil à des niveaux jamais atteints, exploitant le potentiel du secteur privé pour produire un impact véritable chez les personnes et dans les endroits qui en ont le plus besoin.

Dans son travail, IFC privilégie les solutions innovantes, inclusives et dotant les leaders des connaissances et des compétences voulues pour relever les défis du développement. Les récapitulatifs qui suivent mettent en lumière quelques-uns des résultats les plus marquants de ses activités au cours de l'exercice 23.

**Photo :** Mamounata Velegda est l'une des femmes entrepreneurs les plus prospères du Burkina Faso. Elle possède une usine florissante de transformation des céréales, des noix et du riz à Ouagadougou. Grâce à l'appui d'une cliente d'IFC, la Coris Bank International, elle a mis sur pied une entreprise dynamique et créé des possibilités d'emploi pour plus de 300 personnes, de même qu'elle a favorisé l'autonomisation de nombreuses femmes à travers le pays en leur fournissant des panoplies de démarrage pour leurs commerces de détail. Son dernier projet porte sur un investissement de 5 milliards de francs CFA en vue de l'installation d'une unité ultramoderne de transformation du riz, censée faire du Burkina Faso le premier producteur de riz dans la région.



# INNOVATION

Grâce à la simplification de ses procédures opérationnelles internes cette année, IFC a pu faire mieux que jamais — en se déployant plus rapidement, en travaillant avec plus de souplesse et en prenant plus de risques.

Devant la conjoncture mondiale difficile du moment, elle doit s'ouvrir à des manières nouvelles de faire les choses. IFC soutient des modèles économiques innovants qui permettent d'obtenir les résultats sur le plan du développement auxquels les États aspirent, mais qu'ils ne peuvent pas atteindre avec leurs seules ressources.

Innover c'est travailler avec des clients et des partenaires nouveaux, commencer très tôt en amont, expérimenter de nouveaux outils et de nouvelles approches et, parfois, réduire les risques au moyen de financements mixtes. Mais ces risques doivent être pris. Ce sont eux qui permettent à IFC de déceler les possibilités au milieu des difficultés, démontrant une fois de plus l'intérêt pour les autres de lui emboîter le pas.



**Photo :** Les entreprises technologiques ukrainiennes sont le pilier de l'économie, et au centre de l'engagement d'IFC de maintenir l'activité économique dans le pays.

## UKRAINE : INVESTIR DANS LES ENTREPRENEURS

Il faut une action internationale concertée pour maintenir l'économie ukrainienne au milieu des conséquences de l'invasion russe. Et cette action doit aller bien au-delà de l'aide militaire qui fait la une des journaux. Les entreprises doivent continuer à fournir des biens et des services, et les personnes doivent gagner leur vie. IFC aide le secteur privé ukrainien à poursuivre ses activités, notamment grâce à un investissement ciblé destiné à aider le solide secteur des technologies à maintenir sa dynamique et à préserver les emplois de 285 000 travailleurs spécialisés.

Le Groupe de la Banque mondiale est fermement résolu à financer des opérations de secours et de redressement à grande échelle en Ukraine, conjuguant l'appui au secteur public par le biais du projet PEACE de la Banque mondiale placé sous la coordination de plusieurs bailleurs et le Programme d'action pour la résilience économique d'IFC. L'enveloppe de 2 milliards de dollars d'IFC couvre le financement du commerce, l'aide à la reconstruction du secteur névralgique de l'énergie, le financement des agro-industries et d'entreprises appartenant à des femmes, et plus encore.

IFC a manifesté son engagement à aider le secteur privé ukrainien par un investissement de 60 millions de dollars dans *Horizon Capital Growth Fund IV*. La Société est le plus gros investisseur dans le fonds, qui promeut le secteur technologique et accélère le développement des marchés du capital-investissement en Ukraine et au Moldova. L'objectif du fonds est de soutenir les entrepreneurs visionnaires « qui ont l'audace d'oser », à en croire la partenaire fondatrice et directrice générale, Lenna Koszarny.

Le secteur privé ukrainien est le pilier de l'économie du pays, fournissant des biens, des services et des emplois. Le secteur technologique en particulier s'est montré remarquablement résilient durant l'année écoulée. C'est le seul secteur d'exportation du pays à s'être développé en 2022, alors que l'ensemble du PIB se contractait de près de 30 %. Mais l'instabilité ambiante est un grand frein à la croissance de l'Ukraine, et il est donc vital pour les principales entreprises d'obtenir sans cesse des capitaux de croissance. Grâce à son investissement dans *Horizon Capital Fund*, IFC a dépassé sa cible de 250 millions de dollars dans un environnement très risqué, mobilisant environ 80 millions de dollars auprès d'autres institutions de financement du développement.



**Ketevan  
Liparteliani**

Responsable des  
investissements, IFC, Paris

**« C'est probablement à ce moment que j'ai pleinement compris la mission d'IFC et sa raison d'être ainsi que le pouvoir qu'a le Groupe de la Banque mondiale de changer la donne. »**

Ketevan Liparteliani a dirigé l'équipe chargée de l'investissement dans *Horizon Capital Growth Fund IV* en Ukraine. Travaillant inlassablement dans les mois qui ont suivi l'invasion russe de l'Ukraine, elle a mobilisé un groupe d'autres institutions de financement du développement aux côtés d'IFC, à temps pour une première clôture à Londres en septembre 2022.

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, qui a assisté à la cérémonie par visioconférence, n'a pas manqué de saluer les efforts de l'ensemble du groupe d'investisseurs. Il a par la suite participé à une conférence de suivi à Kiev en avril 2023, au cours de laquelle *Horizon Capital Fund*, soutenu par IFC, a annoncé qu'il avait mobilisé plus de ressources que prévu pour investir dans les entreprises tech ukrainiennes en expansion, créant ainsi des possibilités d'emploi à un moment crucial.

# JAMAÏQUE : LE POUVOIR DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

L'économie jamaïcaine rebondit après une profonde récession due à la pandémie de COVID-19. Les autorités de ce pays insulaire rêvent de stimuler la croissance future par des infrastructures essentielles, comme les routes et un Internet fiable et pas cher, et elles se tournent vers IFC pour les aider à réaliser leur ambition d'attirer 1,5 milliard de dollars de nouveaux investissements privés dans les infrastructures par le biais de partenariats public-privé (PPP).

Les PPP sont un moyen avéré d'accroître des ressources publiques limitées par de nouveaux apports importants de capitaux, d'expertise et d'innovation du secteur privé. IFC est bien placée pour les guider, ayant fourni des services de conseil et monté plus de 160 projets PPP dans le monde depuis 2014.

La côte septentrionale de la Jamaïque abrite des plages vierges très recherchées par des voyageurs du monde entier, mais les engorgements sont devenus tels que les touristes, les livraisons commerciales et les résidents sont fréquemment pris dans des bouchons. IFC est à présent le principal conseiller du gouvernement dans l'organisation d'un appel d'offres destiné à attirer un opérateur privé qui viendra financer, élargir et exploiter trois importants tronçons de route sur la côte septentrionale de l'île.

« Nous parlons ici d'un bout de route qu'on devrait pouvoir parcourir en seulement 20 minutes, par exemple, mais sur lequel on peut passer jusqu'à deux heures dans les embouteillages pendant les heures de pointe », affirme Michelle Ottey, chef des services-conseil d'IFC pour les PPP dans les Caraïbes. « Imaginez combien cette situation peut être difficile pour les affaires, pour les visiteurs et pour la vie de tous les jours dans ce corridor septentrional. »

Le projet d'environ 600 millions de dollars contribuera à réduire le temps des trajets, améliorer la sécurité, promouvoir le tourisme et ouvrir la voie à de nouvelles régions à développer.

Les autoroutes numériques de la Jamaïque ont de même besoin d'être modernisées. L'État prévoit d'installer un réseau national à large bande pour améliorer la fiabilité d'Internet et réduire les coûts, les prix d'abonnement mensuel en ligne représentant actuellement plus de 10 % du PIB par habitant. Pour ce projet aussi, l'État s'est entouré des conseils d'IFC afin d'intéresser des investisseurs privés.

« Le travail que nous faisons peut changer le visage de l'économie jamaïcaine » soutient Ottey. « Les routes sont importantes pour le citoyen lambda et pour le tourisme. Le réseau national à large bande facilitera la transformation numérique entreprise par les pouvoirs publics. C'est le moment d'aider la Jamaïque à attirer davantage d'investissements privés pour faire de ces projets une réalité. »



Monsieur  
**Nigel  
Clarke, DPhil., Député**  
Ministre jamaïcain  
des Finances et de la  
Fonction publique

« Dans son rôle de conseillère aux transactions privilégiant le développement, IFC, la spécialiste du secteur privé de la Banque mondiale a une expertise mondiale incomparable. L'occasion est idoine pour s'associer à elle afin de lancer sur le marché, si possible, des projets concernant les autoroutes, le haut débit, les soins de santé, l'eau, l'assainissement et d'autres projets d'infrastructure. »

# FINANCEMENT DU COMMERCE : RÉDUIRE LES RISQUES ET MAXIMISER LES FINANCEMENTS

Lorsque le commerce est atone, les économies souffrent. Mais IFC utilise l'innovation financière pour graisser les rouages du commerce dans les marchés émergents afin de relancer la croissance économique.

Cette approche trouve son illustration dans l'accord de garantie historique d'un montant de 50 millions de dollars conclu avec BNP Paribas, la plus grande banque française. En garantissant 1 milliard de dollars du portefeuille de financement du commerce de BNP Paribas, IFC a apporté à la banque une couverture des risques essentielle qui lui a permis d'élargir rapidement ses prêts aux importateurs et exportateurs dans toutes les régions en développement.

Le financement du commerce huile la machine qu'est le commerce international en atténuant les risques de paiement inhérents aux opérations transnationales. Mais le climat d'incertitude a freiné les flux de financement des échanges commerciaux, ralentissant ainsi la croissance des économies émergentes.

C'est la raison pour laquelle IFC a utilisé sa cote de crédit AAA afin de protéger BNP Paribas des risques liés à ses opérations de financement du commerce, libérant des capitaux pour de nouveaux prêts. Cette structure synthétique de transfert des risques, courante dans les marchés développés, propose un précieux outil financier aux économies offrant un accès réduit au crédit à court terme. Grâce à la couverture des risques par IFC, BNP Paribas peut désormais injecter chaque année des milliards dans le financement du commerce, permettant aux entreprises de croître et créant un effet multiplicateur sur les marchés.

Ainsi, le financement du commerce est l'élément central qui fait tourner les rouages du commerce mondial. En innovant pour élargir le financement du commerce grâce à des partenariats comme celui la liant à BNP Paribas, IFC concourt à la prospérité dans le monde. L'accord de garantie entre les deux libère des capitaux qui facilitent les échanges commerciaux, permettant ainsi aux économies émergentes de continuer de tourner malgré l'incertitude ambiante.

**Photo :** Au Bangladesh, le secteur de la confection emploie plus de 3 millions de femmes. Grâce à un partenariat entre IFC et *Levi Strauss & Co.*, les usines ont pu recenser et appliquer des modes de production moins polluants et plus économes en ressources.



# ENCOURAGER L'ADOPTION DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES EN INDE

Le transport apparaissant comme un facteur de plus en plus important du changement climatique, la question n'est plus de savoir si les véhicules électriques devraient être adoptés à grande échelle, mais plutôt à quelle vitesse. En Inde, IFC investit dans une grande usine de fabrication de véhicules électriques qui aide l'industrie locale des transports à abandonner les énergies fossiles.

La participation d'IFC, d'un montant équivalent en roupies à 73 millions de dollars, dans *Mahindra Last Mile Mobility Limited* — une filiale de *Mahindra & Mahindra* — aidera l'entreprise à accroître sa production de véhicules électriques à trois roues et de camionnettes, tout en facilitant la mise au point et la fabrication de nouveaux produits. Les véhicules électriques ne produisent ni vibrations ni bruits, et représentent aussi une solution moins coûteuse pour les micro-entrepreneurs indiens. L'entreprise générera en outre des emplois pour les femmes, promouvant l'égalité et l'inclusion, tout en faisant avancer l'action climatique en Inde.

En prêtant son appui à cet important acteur du marché, IFC espère encourager d'autres grands constructeurs automobiles à lui emboîter le pas. Les objectifs : inciter à adopter les véhicules électriques en Inde, le troisième plus grand marché de véhicules à trois roues dans le monde, et aider les pouvoirs publics indiens à atteindre leurs objectifs climatiques.

**Photos :** Devkanya Pandey au volant de son véhicule électrique de chez Mahindra à Indore dans la région du Madhya Pradesh.



# Stratégie d'IFC : Étendre l'utilisation des véhicules électriques

L'électrification des transports est essentielle pour la transition vers une économie sobre en carbone. Les véhicules électriques procurent de nombreux avantages aux pays en développement, notamment moins d'émissions, une meilleure connectivité du dernier kilomètre dans les zones reculées, une dépendance moindre aux énergies importées et une meilleure qualité de l'air. Malgré ces avantages, ils demeurent relativement rares dans ces pays.

Aujourd'hui, IFC a investi pas loin de 3 milliards de dollars dans la filière de la mobilité électrique, contribuant à élargir le secteur et à accroître son impact en œuvrant le long de la chaîne de valeur entière dans toutes les régions du monde, en s'intéressant principalement aux possibilités d'investissement d'envergure et transposables à l'échelle mondiale. La Société s'intéresse particulièrement aux aspects suivants :

## **POLITIQUES PUBLIQUES ET RÉGLEMENTATION :** Encourager une plus grande participation du secteur privé

**INVESTISSEMENTS :**  
FINANCER LA CROISSANCE  
LE LONG DE LA CHAÎNE DE VALEUR

INDUSTRIES  
EXTRACTIVES

MATÉRIAUX ET  
COMPOSANTES

CHARGEURS ET  
INFRASTRUCTURE  
DE PERMUTATION  
DE BATTERIES

BUS  
ÉLECTRIQUES

FLOTES  
COMMERCIALES

MOBILITÉ  
PERSONNELLE

FINANCEMENT  
DES ACTIFS ET  
LOCATION-BAIL

SERVICES  
TECHNOLOGIQUES

RÉUTILISATION  
ET RECYCLAGE

# OUZBÉKISTAN : ÉNERGISER LES RÉFORMES

Dans toute l'Asie centrale, les fréquentes coupures d'électricité plongent des millions de personnes dans le noir, provoquant des perturbations. Mais une leur venue de l'Ouzbékistan commence à poindre sur un renouvellement du secteur de l'énergie, non seulement pour le pays, mais pour la région tout entière.

Une touche sur le commutateur et voilà lancée *Nur Navoi*, la première centrale solaire de l'Ouzbékistan. Fruit du premier partenariat public-privé du genre, la centrale offre aux regards la mer scintillante de ses panneaux qui alimentent désormais 31 000 foyers d'une énergie durable et pas chère.

« Lorsque nous démarrions le projet solaire, nous tâtions le terrain », affirme Umarbekov du ministère ouzbek de l'Énergie. Aujourd'hui, *Nur Navoi* symbolise la transition énergétique du pays et est un modèle pour la région.

À l'issue d'un processus d'appel d'offres innovant, *Masdar Clean Energy* d'Abu Dhabi a été sélectionné pour construire *Nur Navoi*. IFC a fourni des services de conseil pour cette transaction historique avant de contribuer à financer le projet aux côtés du Programme de financements climatiques mixtes IFC-Canada.

Encouragé par le succès de *Nur Navoi*, l'Ouzbékistan renforce son engagement au sujet des énergies renouvelables, dans l'optique de doubler son taux d'énergies propres d'ici à 2025. Le pays a déjà attiré des investissements d'un montant de 580 millions de dollars, notamment d'IFC, pour le plus

important projet éolien de la région. Le gigantesque parc éolien de Zarafshan, d'une capacité de 500 mégawatts, alimentera 500 000 ménages par an et empêchera plus de 1 million de tonnes d'émissions de GES chaque année.

L'Ouzbékistan trace une nouvelle voie pour la région d'Asie centrale, sous l'impulsion des compétences du secteur privé et des investissements dans les énergies renouvelables. Et à travers chaque nouveau panneau solaire et chaque nouvelle éolienne, l'Ouzbékistan apporte à la région la lumière et l'électricité dont elle manque cruellement.



Photo : Champ solaire de *Nur Navoi* (Ouzbékistan).



**Bekzat  
Oishynov**

Responsable des  
investissements, IFC, Almaty

**« La tâche n'a pas été aisée. Mais c'est pour cela que nous sommes là : pour œuvrer à la réalisation de projets historiques comme celui-ci, afin qu'ils deviennent des exemples de réussite dans les pays concernés. »**

Bekzat Oishynov de l'équipe d'IFC a consacré plus de 18 mois au montage financier du tout premier projet d'énergie éolienne de l'Ouzbékistan, la centrale de Zarafshan ; d'un montant de 580 millions de dollars, elle devrait être mise en service en 2025 et réduire les émissions de GES de 1 million de tonnes chaque année. Il a pu tant bien que mal gérer les relations avec les différents acteurs concernés : le promoteur, les pouvoirs publics et six prêteurs différents. Les mesures de sauvegarde environnementale tenaient particulièrement une place importante, notamment le recours à la technologie de pointe pour protéger les oiseaux des éoliennes.

Ces efforts ardu ont été récompensés au bout du processus : Zarafshan a été honorée par trois grandes publications spécialisées, notamment *Project Finance International* qui en a fait la meilleure opération de l'année en Asie centrale, *IJGlobal* qui l'a désignée comme la meilleure opération en énergies renouvelables de l'année dans la région Asie-Pacifique et *The Asset Triple A* qui l'a déclarée la meilleure opération de l'année en Asie centrale.

# TECHNOLOGIE RÉVOLUTIONNAIRE POUR LES PETITS EXPLOITANTS SÉNÉGALAIS

**Photo :** Grâce à *agCelerant*, ces petits exploitants du Sénégal bénéficient d'un investissement d'IFC dans la production de riz.

Partout en Afrique, les petits exploitants, en particulier les femmes, n'ont pas accès aux intrants agricoles, notamment aux semences à haut rendement et aux engrais. Ils sont exclus des services bancaires classiques et ont faiblement accès aux financements formels. Au Sénégal, où l'agriculture représente 15 % de l'ensemble du PIB et emploie 77 % de la population active, les prêts aux agriculteurs et aux groupes d'agriculteurs ne représentent que 1,2 % des opérations de crédit du secteur bancaire. Face à des risques qu'elles jugent élevés, les institutions financières hésitent à prêter aux agriculteurs, obérant ainsi gravement la capacité de ces derniers à nourrir une population sans cesse grandissante.

Le programme d'accélération de l'agriculture en Afrique d'IFC, dont le but est de démontrer la viabilité du financement des petits exploitants par le recours combiné à la technologie, aux assurances, au suivi des agents et aux services de vulgarisation sur le terrain, contribue à éliminer ces obstacles. Grâce à l'appui du Guichet de promotion du secteur privé du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, IFC s'est associé à *agCelerant* et *Bank of Africa* dans le cadre d'un projet pilote du programme d'accélération pour aider les petits agriculteurs et les petits entrepreneurs de la filière du riz au Sénégal à accéder plus facilement aux financements en vue de développer leurs exploitations. Ce mécanisme de mutualisation des risques garantit les crédits que la branche sénégalaise de *Bank of Africa* accorde à des milliers de petits cultivateurs de riz et de petites entreprises de production de riz, afin de leur ouvrir l'accès aux assurances, aux intrants et aux équipements.

*Bank of Africa* s'appuie sur *agCelerant*, une entreprise d'*agritech* qui propose des formations et des solutions fondées sur les données, afin que les agriculteurs bénéficient de l'assistance technique et financière dont ils ont besoin pour augmenter leur productivité. Pour contrôler la livraison d'intrants comme les engrais et les produits agrochimiques, les couvertures d'assurances et les services agricoles, *agCelerant* fait appel aux images satellites et à d'autres technologies.

L'une des principales priorités stratégiques du Gouvernement sénégalais est d'améliorer la sécurité alimentaire et de réduire la dépendance aux importations, en ce qui concerne particulièrement le riz. Produit vital, le riz est essentiellement importé et malgré des conditions favorables à sa culture, le pays produit moins de 40 % du riz qu'il consomme.

Le projet fait partie de la plateforme mondiale pour la sécurité alimentaire d'IFC, un mécanisme de financement doté de 6 milliards de dollars, censé venir en aide aux populations vulnérables, dynamiser les flux de produits de base essentiels vers les marchés émergents et contribuer à réduire l'insécurité alimentaire.



## ACCOMPAGNER LES STARTUPS DANS LES MARCHÉS DIFFICILES

Des entrepreneurs, prêts à prendre des risques, développent de nouvelles entreprises florissantes qui créent des emplois, encouragent l'innovation et favorisent la concurrence. Mais leur parcours peut être semé d'embûches. Ils ont besoin d'un soutien qui fait souvent défaut dans les marchés émergents et les économies en développement, et est quasiment inexistant dans les pays à faible revenu.

IFC contribue à pallier ce manque grâce à *Startup Catalyst* qui offre un ensemble intégré d'investissements et de services de conseil répondant à l'éventail de besoins des jeunes entreprises prometteuses. S'appuyant sur son nouveau modèle de fonctionnement, la Société aide à créer des écosystèmes de jeunes entreprises par des investissements dans des dispositifs de soutien en amont comme les incubateurs, les accélérateurs et les fonds d'amorçage, et par des fonds de capital-risque pour acquérir des parts d'une valeur allant de 50 000 à 500 000 dollars dans les startups naissantes.

**Photo :** Le programme *Startup Catalyst* d'IFC investit dans des entreprises utilisant les technologies comme *Toters*, un service de livraison qui rapproche les commerçants locaux de plus de 500 000 clients au Liban et en Iraq. *Toters* livre des denrées alimentaires, des produits d'épicerie, ainsi que des produits de première nécessité à la demande pour le compte de plus de 4 000 PME partenaires. C'est le premier investissement de capital-risque d'IFC au Liban et en Iraq.

Depuis son lancement en 2016, l'initiative a prêté un appui à plus de 2 800 entrepreneurs dans 24 pays par le biais de 19 fonds. Les sociétés soutenues par *Startup Catalyst* ont levé 4,5 milliards de dollars de financements complémentaires, 86 fois plus que l'investissement de départ d'IFC.

À titre d'exemple, l'accélérateur égyptien *Flat6Labs*, un client d'IFC, a accompagné les premiers pas de *Chefaa*, une pharmacie locale en ligne dirigée par des femmes. L'entreprise a depuis lors levé plus de 3,6 millions de dollars de financements lui permettant d'élargir les partenariats avec 1 000 pharmacies, et elle offre des services à 7,5 millions de clients qui bénéficient du renouvellement automatique de leurs ordonnances, d'un service de rappel des doses et de la possibilité de consulter un pharmacien d'expression arabe à toute heure.

## L'écosystème entrepreneurial

Startup Catalyst d'IFC se déploie dans l'ensemble de l'écosystème des jeunes entreprises, mettant en place les principaux éléments favorisant leur développement :

### LES INCUBATEURS

accompagnent les jeunes entreprises dans leurs premiers pas jusqu'à ce qu'elles aient les ressources financières, humaines et physiques nécessaires pour fonctionner par elles-mêmes.

### LES ACCÉLÉRATEURS

aident les *startups* à croître plus rapidement, prenant partiellement la direction des sociétés participant à des programmes intensifs de courte durée.

### LES FONDS D'AMORÇAGE

sont injectés en contrepartie d'une participation préliminaire au capital ou aux bénéfices ; leur apport est souvent considéré comme une première action essentielle du processus visant à faire de la startup une entreprise reconnue.

### LES FONDS DE CAPITAL-RISQUE

fournissent le niveau ultérieur de financement dont ont besoin les *startups* et les petites entreprises présentant de bonnes perspectives de croissance à long terme, leur apportant généralement de l'expertise technique ou administrative ainsi que des investissements.



**Photo :** L'initiative *She Wins Arabia* d'IFC, reprise aujourd'hui en Afrique, aide les *startups* féminines dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord à obtenir les conseils, les *mentors* et les financements dont elles ont besoin pour se développer.

## Autres initiatives d'IFC

### Africa/MCAT VC Platform

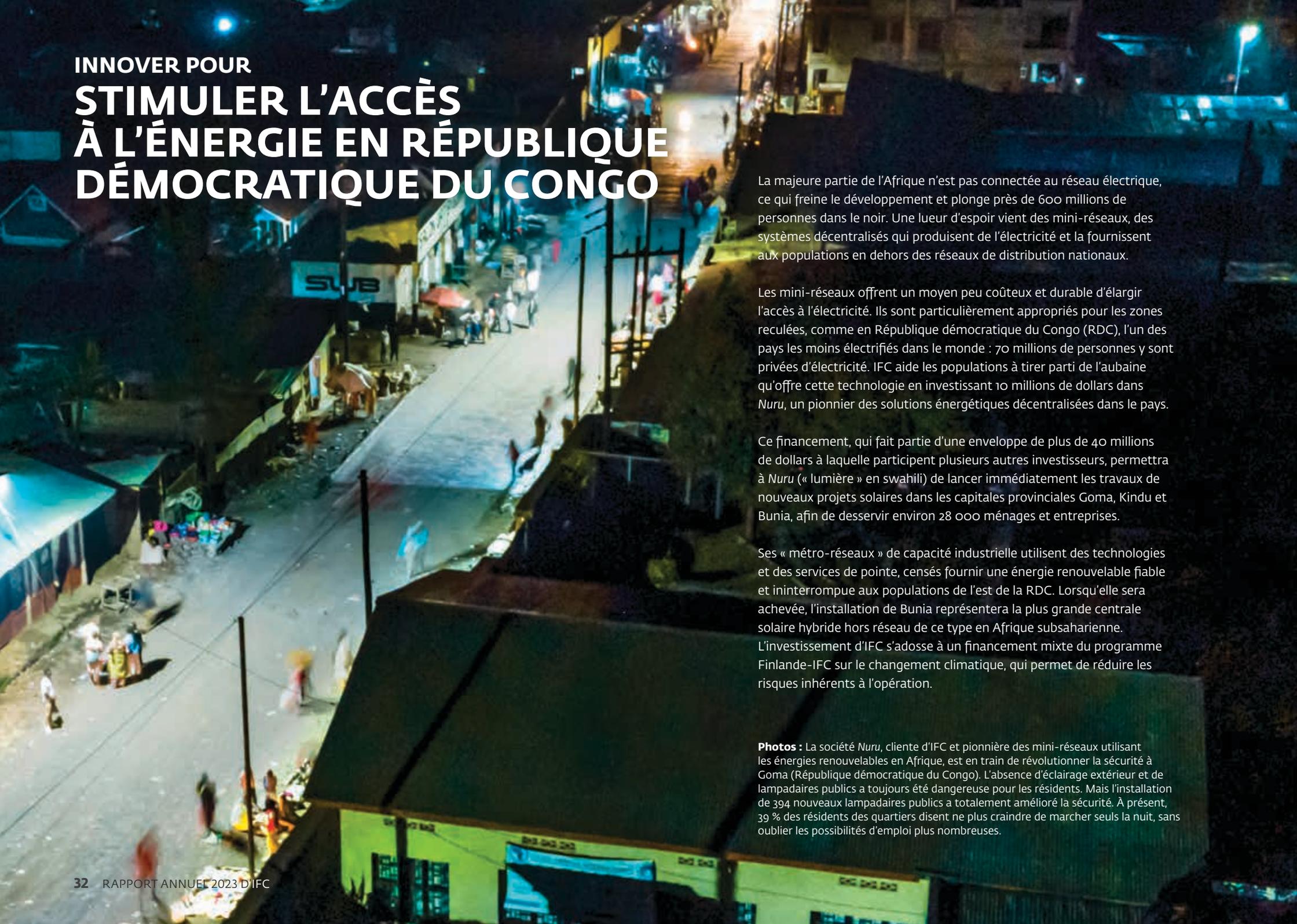
IFC a lancé en 2022 une nouvelle plateforme dotée de 225 millions de dollars pour renforcer les écosystèmes de capital-risque, afin de contribuer au développement de l'économie numérique en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie centrale et au Pakistan. Elle permettra d'investir dans de très jeunes entreprises qui relèvent les défis du développement grâce à des innovations technologiques dans les domaines du climat, de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, du commerce électronique, et d'autres secteurs. La plateforme bénéficie du mécanisme de financement mixte du Guichet de promotion du secteur privé de l'Association internationale de développement (IDA), et vise à atteindre les investisseurs dans les pays à faible revenu et les pays fragiles et touchés par des conflits.

### Partenariat VivaTech/IFC

L'accélérateur d'innovation VivaTech et IFC se sont associés pour organiser les *AfricaTech Awards*. L'initiative entend récompenser et accompagner les entreprises innovantes promouvant en Afrique des solutions technologiques de rupture dans les secteurs climatiques, sanitaires et financiers. Les *Africa Tech Awards*, qui en sont à leur deuxième édition, font partie de la stratégie d'IFC pour renforcer les écosystèmes technologiques dans les marchés émergents et contribuer à développer les startups innovantes.

### She Wins Africa

IFC a lancé *She Wins Africa* en 2023 pour soutenir les femmes entrepreneurs à travers l'Afrique subsaharienne. Le programme vise à libérer le potentiel de centaines de startups féminines en leur offrant des services de conseil, des formations, du mentorat et un meilleur accès aux financements. *She Wins Africa* s'inspire du succès du programme *She Wins Arabia* lancé par IFC en 2021 et qui, à ce jour, a offert des formations à plus de 80 femmes entrepreneurs et a apporté son appui à plus de 30 fonds et accélérateurs.



# INNOVER POUR STIMULER L'ACCÈS À L'ÉNERGIE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

La majeure partie de l'Afrique n'est pas connectée au réseau électrique, ce qui freine le développement et plonge près de 600 millions de personnes dans le noir. Une lueur d'espoir vient des mini-réseaux, des systèmes décentralisés qui produisent de l'électricité et la fournissent aux populations en dehors des réseaux de distribution nationaux.

Les mini-réseaux offrent un moyen peu coûteux et durable d'élargir l'accès à l'électricité. Ils sont particulièrement appropriés pour les zones reculées, comme en République démocratique du Congo (RDC), l'un des pays les moins électrifiés dans le monde : 70 millions de personnes y sont privées d'électricité. IFC aide les populations à tirer parti de l'opportunité qu'offre cette technologie en investissant 10 millions de dollars dans *Nuru*, un pionnier des solutions énergétiques décentralisées dans le pays.

Ce financement, qui fait partie d'une enveloppe de plus de 40 millions de dollars à laquelle participent plusieurs autres investisseurs, permettra à *Nuru* (« lumière » en swahili) de lancer immédiatement les travaux de nouveaux projets solaires dans les capitales provinciales Goma, Kindu et Bunia, afin de desservir environ 28 000 ménages et entreprises.

Ses « métro-réseaux » de capacité industrielle utilisent des technologies et des services de pointe, censés fournir une énergie renouvelable fiable et ininterrompue aux populations de l'est de la RDC. Lorsqu'elle sera achevée, l'installation de Bunia représentera la plus grande centrale solaire hybride hors réseau de ce type en Afrique subsaharienne. L'investissement d'IFC s'adosse à un financement mixte du programme Finlande-IFC sur le changement climatique, qui permet de réduire les risques inhérents à l'opération.

**Photos :** La société *Nuru*, cliente d'IFC et pionnière des mini-réseaux utilisant les énergies renouvelables en Afrique, est en train de révolutionner la sécurité à Goma (République démocratique du Congo). L'absence d'éclairage extérieur et de lampadaires publics a toujours été dangereuse pour les résidents. Mais l'installation de 394 nouveaux lampadaires publics a totalement amélioré la sécurité. À présent, 39 % des résidents des quartiers disent ne plus craindre de marcher seuls la nuit, sans oublier les possibilités d'emploi plus nombreuses.



## Action en amont : créer des opportunités pour de nouveaux investissements

L'un des plus gros obstacles à des investissements privés durables dans les marchés émergents et les économies en développement est le manque de possibilités d'investissement bien préparées et viables sur le plan commercial.

Afin de combler ce vide, IFC s'emploie désormais davantage à préparer les marchés et les projets très tôt. Ces initiatives proactives et pratiques, entendues comme des interventions « en amont », permettent d'éliminer les freins à l'investissement et de créer les conditions susceptibles d'attirer les capitaux privés là où ils font le plus défaut. Et ces efforts portent des fruits : la réserve de projets préparés en amont pour les cinq prochaines années dépasse aujourd'hui 30 milliards de dollars, dans les domaines du climat, de l'approvisionnement en eau, du numérique, des soins de santé, et d'autres.

Les travaux entrepris en amont par IFC au cours des quatre dernières années (proposition de modèles financiers, études de faisabilité, identification de nouveaux partenaires) ont permis de baliser la voie pour l'investissement dans Nuru. Des activités similaires en amont ont bénéficié à 47 autres clients d'IFC cette année, ce qui a entraîné une hausse spectaculaire des investissements annuels d'IFC dans cette catégorie qui sont passés de 1,1 milliard de dollars au cours de l'exercice 20 à 4,4 milliards de dollars durant l'exercice 23.

Si tous les travaux en amont ne se traduisent pas forcément par des investissements d'IFC, il n'en demeure pas moins que ces amorces peuvent inciter d'autres à investir. C'est un travail expérimental qui demande beaucoup de ressources, de la patience et un goût certain du risque, mais qui rend possible de nouveaux investissements qui transforment des vies.

# INCLUSION

Dans toutes ses activités, IFC s'attache à promouvoir des modèles économiques inclusifs qui améliorent les moyens de subsistance et créent des opportunités pour les personnes qui en ont le plus besoin.

Cela signifie ouvrir la voie aux opportunités d'affaires pour les femmes entrepreneurs et à la création d'emplois pour les personnes se trouvant à la base de la pyramide économique, comme les réfugiés. Cela signifie aussi plus généralement de renforcer le rôle du secteur privé dans des pays où on investit peu ou qui connaissent d'autres problèmes graves. Quelle que soit la définition donnée aux modèles économiques inclusifs, ils sont indispensables pour que la croissance soit durable et permette de réduire efficacement la pauvreté.

**Photo :** Au Kenya, une initiative conjointe d'IFC et du HCR a contribué à attirer des entreprises privées, notamment cette boulangerie, dans la zone de Kakuma Kalobeyi qui abrite des réfugiés, créant des possibilités d'emploi et renforçant l'accès des réfugiés et des populations hôtes aux services.



## SOLUTIONS DU SECTEUR PRIVÉ AU PROFIT DES RÉFUGIÉS ET DES POPULATIONS HÔTES

Le nombre de personnes à travers le monde qui ont été forcées de quitter leurs foyers a atteint 110 millions en 2023, un record. On estime que trois de ces personnes sur quatre sont accueillies dans des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, souvent par des populations confrontées aux mêmes difficultés socio-économiques.

Ces chiffres alarmants appellent des approches novatrices pour enrayer une crise qui ne semble pas près de s'arrêter. En 2018, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le Pacte mondial sur les réfugiés, un cadre historique qui invite à mieux aider les personnes obligées de fuir ainsi que les communautés qui les accueillent. Le Pacte prévoit de mettre le secteur privé davantage à contribution pour créer un environnement permettant aux réfugiés de devenir autonomes, afin de construire leur propre avenir et de participer au développement de leurs communautés d'accueil.

Répondant à cet appel à l'action, en décembre 2022, IFC et le HCR (le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) ont pris l'initiative conjointe de créer des opportunités pour les réfugiés comme pour les populations hôtes. Cette initiative apporte un soutien opérationnel aux équipes d'IFC et du HCR et favorise le partage des connaissances pour faciliter la collaboration avec les acteurs

**Photo :** IFC et l'établissement de microcrédit colombien, Bancamía, ont lancé un programme pilote visant à aider les Vénézuéliens de Colombie à s'intégrer à la vie sociale et économique du pays. María José Noguera Martínez, une immigrée vénézuélienne, a reçu un microcrédit de Bancamía pour démarrer son activité.

du secteur privé dans les zones abritant des réfugiés. Elle puise dans l'expertise, les financements et l'innovation qu'offre le secteur privé afin d'améliorer la qualité de vie des personnes forcées de se déplacer et des personnes qui les accueillent. Grâce à la création d'emplois, à des services inclusifs et pas chers, au financement de l'infrastructure et à la fourniture de capitaux aux petites et moyennes entreprises, des progrès considérables peuvent être faits dans la promotion de la croissance économique et de l'autonomisation.

Depuis 2016, IFC et le HCR exécutent ensemble des projets dans des pays, dont les suivants : Brésil, Colombie, Éthiopie, Iraq, Jordanie, Kenya, Liban et Ouganda.

Ce nouveau partenariat formel d'IFC avec le HCR fera fond sur l'expérience ainsi acquise qui leur permettra d'aider plus efficacement les économies et les marchés locaux, dans l'esprit du Pacte mondial sur les réfugiés.





## OBLIGATIONS PARITÉ HOMMES-FEMMES : BRISER LES BARRIÈRES

**Photo :** L'entrepreneuse brésilienne, Júlia Morais, a lancé son commerce, Flor de Maio, pour fournir des produits de soins de santé naturels et holistiques aux femmes de sa communauté. Elle a pu développer son activité grâce en partie à un crédit de Itaú Unibanco.

Au cœur du Brésil, la propriétaire d'une petite entreprise avait un rêve, mais comme de nombreuses femmes entrepreneurs de sa région, elle éprouvait beaucoup de difficultés à obtenir le capital nécessaire. À des milliers de kilomètres de là, en Indonésie, une autre femme partageait le même rêve et se heurtait aux mêmes difficultés.

En 2023, ces femmes et des milliers d'autres femmes entrepreneurs ont vu leurs rêves commencer à devenir réalité grâce à un partenariat innovant entre IFC et deux banques commerciales.

Au Brésil, IFC s'est alliée à Itaú Unibanco, souscrivant une obligation parité hommes-femmes de 200 millions de dollars. Ce fut la première obligation du genre émise par une banque privée au Brésil et la donne fut totalement changée pour de milliers de femmes. L'obligation a soutenu le programme de prêts de Itaú Unibanco aux petites et moyennes entreprises appartenant à des femmes, en particulier celles des régions

mal desservies. Cet appui a permis aux entrepreneurs à travers le pays d'obtenir les ressources indispensables pour élargir leurs activités, recruter plus d'artisans locaux, et contribuer à l'activité économique locale.

En Indonésie, dans une opération historique avec PT Bank BTPN Tbk (BTPN), IFC a souscrit une obligation sociale et verte d'une valeur allant jusqu'à 500 millions de dollars. Au-delà de promouvoir une croissance verte, cet investissement visait aussi à autonomiser les femmes propriétaires d'entreprises. Le déficit de financement pour les micro, petites et moyennes entreprises en Indonésie, aggravé par la COVID-19, constituait un véritable frein pour les entrepreneurs, plus particulièrement les femmes. Toutefois, la moitié des montants des obligations sociales étant désormais réservée aux petites et moyennes entreprises féminines, des milliers d'entrepreneurs pourront obtenir les financements nécessaires pour développer une économie plus verte, plus inclusive.

Ces initiatives font partie du programme *Banking on Women* d'IFC, qui offre des solutions financières et commerciales aux PME dirigées par des femmes par l'intermédiaire d'institutions financières partenaires. Depuis 2012, *Banking on Women* a mobilisé et investi plus de 4,2 milliards de dollars dans des institutions financières, particulièrement pour financer des PME féminines à travers 251 investissements et des services de conseil dans 76 pays.

Pour la suite, IFC reste déterminée à utiliser son capital, ses compétences et son influence, afin de créer des marchés et des opportunités pour les femmes entrepreneurs. Ce faisant, la Société espère construire un avenir meilleur où tous, sans distinction de genre, auront des chances égales de réussir.

Du Brésil à Bali et partout ailleurs, les femmes entrepreneurs se trouvent unies par une expérience commune. Grâce à l'appui continu d'IFC aux obligations sociales, le parcours entrepreneurial des femmes, jusque-là une course d'obstacles, s'est mué en une course aux opportunités.

# PAKISTAN : OFFRIR DU SOUTIEN À UN MOMENT CRUCIAL

En une année au cours de laquelle le Pakistan a été frappé tour à tour par des inondations catastrophiques, une récession économique imputable en partie à la crise énergétique mondiale et l'instabilité politique, IFC a plus que doublé ses investissements annuels dans le pays pour atteindre environ 1,5 milliard de dollars, un nouveau record et l'illustration de son rôle d'investisseur anticyclique.

Ce niveau d'appui sans précédent d'IFC intervient alors que le pays connaît sa pire crise économique depuis plusieurs dizaines d'années. Au moment où le Pakistan voit se réduire ses réserves de change, les entreprises ont besoin de devises pour travailler dans les secteurs industriel et manufacturier. Mais au milieu de l'incertitude générale, la capacité des banques commerciales à prêter au secteur privé est restée faible.

IFC a fourni une bouée de sauvetage sous forme de financements à court terme, qui ont augmenté de plus de 80 % au cours de l'exercice écoulé. On compte au nombre des investissements d'IFC le lancement d'un mécanisme novateur de partage des risques liés aux chaînes d'approvisionnement, dont l'objectif est d'accroître la capacité de la Société à soutenir ses clients dans des secteurs clés, comme la production complexe et les produits d'exportation, ainsi que les chaînes de valeur des petites entreprises.

IFC contribue aussi à résoudre les difficultés que traverse le Pakistan en apportant des financements à long terme. C'est ainsi que dans le domaine des soins de santé, le financement fourni à un hôpital privé dans la province de Khyber Pakhtunkhwa aide à améliorer l'accès à des services de soins de santé de très grande qualité, particulièrement pour les patients à faible revenu. On compte un médecin pour 3 000 personnes dans la province, moins d'un tiers de

la moyenne nationale et bien en deçà du seuil recommandé par l'Organisation mondiale de la Santé. L'intervention s'est appuyée sur des travaux consultatifs d'IFC en amont qui ont permis aux hôpitaux de Northwest de surveiller et d'améliorer la qualité des soins, de renforcer la planification institutionnelle et d'améliorer les processus internes ainsi que la gouvernance. Près de 25 % des malades viennent de l'Afghanistan voisin.

L'investissement d'IFC dans l'hôpital est adossé à un co-investissement au titre du mécanisme de financement mixte du Guichet de promotion du secteur privé de l'Association internationale de développement (IDA). Le co-investissement au titre de financements concessionnels mixtes pallie l'absence des financements à long terme dont a besoin le projet pour produire les résultats escomptés.

L'intérêt qu'IFC porte à l'échelle mondiale aux conséquences du dérèglement climatique transparaît aussi au Pakistan, un pays qui, bien que responsable de 0,3 % seulement des émissions mondiales, est touché de façon disproportionnée par des phénomènes météorologiques extrêmes, comme les inondations et les cyclones. La Société prévoit de renforcer le soutien en faveur d'infrastructures durables et à l'épreuve des chocs climatiques, tout en accompagnant aussi les micro, petites et moyennes entreprises et en renforçant les marchés financiers. Outre ces concours financiers, IFC fournit des services de conseil dans le cadre de partenariats entre l'État et le secteur privé en vue de la modernisation de l'approvisionnement en eau, des hôpitaux et des aéroports dans le pays. Grâce à cet appui, un cadre sans précédent a été préparé pour l'externalisation de la gestion des aéroports dans le pays.

**Photo :** Hôpital général et Centre de recherche de Northwest à Peshawar (Pakistan).



**James  
Morley**

Chargé d'investissements  
senior, IFC, Singapour

**« Les soins de santé doivent absolument être améliorés dans cette ville de plus de 2 millions d'habitants, dont une importante population de réfugiés afghans, sans un autre hôpital offrant ce niveau de qualité. »**

Sur fond de pandémie de COVID-19, James Morley a commencé à travailler sur cet investissement de 11 millions de dollars d'IFC dans l'expansion de deux hôpitaux privés desservant des malades à faible revenu à Peshawar (Pakistan). Pendant les deux premières années, il était impossible de se déplacer. Avec le temps, une profonde crise macro-économique s'est lentement installée au Pakistan, entraînant une dépréciation de moitié de la valeur de la roupie pakistanaise. Puis la prise de pouvoir par les talibans en Afghanistan a provoqué une arrivée massive de réfugiés, rendant la vie encore plus difficile dans la province.

Mais grâce à la ténacité de l'équipe, à la détermination du client et à l'appui d'IFC combinant financements mixtes et activités en amont/services de conseil, le client a reçu les ressources transformatrices, qui ont rendu les soins de santé plus accessibles à des milliers de personnes dans cette région particulière du pays.

## LOGEMENTS PAS CHERS : COMBLER LE DÉFICIT

Le monde manque cruellement de logements pas chers. La demande dépasse très largement l'offre, ce qui se répercute sur plus de 1 milliard de personnes. IFC mobilise sa panoplie pour s'attaquer à cette crise avec un nouveau sentiment d'urgence.

Prenons la Papouasie-Nouvelle-Guinée dont la capitale, Port Moresby, fait face à une pénurie grave de logements. On estime que 56 % de la population de cette ville vivra dans des zones d'habitation informelle d'ici à 2030 si le problème n'est pas résolu. Les prix élevés et l'offre déficitaire poussent les populations à vivre dans des conditions périlleuses.

IFC a signé un accord de services consultatifs avec les pouvoirs publics pour pallier cette pénurie grâce au montage et à l'exécution d'un partenariat public-privé, qui permettra de mettre à disposition des logements individuels et des appartements à faible coût. IFC aidera les pouvoirs publics à piloter un processus d'appel d'offres ouvert au bout duquel sera sélectionné un promoteur privé à l'expérience avérée qui se chargera de la conception, du financement, de la construction et de l'entretien de logements pour une durée déterminée. Ce projet de logements sociaux permettra non seulement de répondre à la pénurie de logements et aux problèmes liés aux habitations informelles, mais aussi de fournir un ensemble d'habitations résistantes face aux chocs climatiques qui intègrent les spécificités des constructions écologiques.

**Photo :** Nouveaux logements sociaux urbains en construction dans la municipalité de Mandeni, district d'iLembe dans le KwaZulu Natal en Afrique du Sud.





La propriété immobilière est l'un des moyens les plus importants pour les personnes de constituer de la richesse et de la transmettre aux générations suivantes. En Afrique du Sud, IFC contribue à accroître l'accessibilité dans ce domaine, un exercice qui, comme l'amélioration de l'accès aux financements, demande parfois d'aplanir des obstacles juridiques complexes.

Durant les dernières décennies, le Gouvernement sud-africain a construit plus d'un million de logements subventionnés pour ses populations à faible revenu. Mais dans de nombreux cas, la rétrocession des logements aux individus ne s'est pas accompagnée d'un transfert de titre de propriété, de sorte que les occupants ne peuvent pas vendre leur logement légalement ni s'en servir comme nantissement pour un prêt. Par conséquent, on estime à 242 milliards de rands (environ 12 milliards de dollars) la valeur des actifs dont n'ont pas pu profiter les ménages les plus démunis du pays. Grâce à l'appui du Secrétariat d'État aux affaires économiques (SECO) de la Suisse, les services de conseil d'IFC ont aidé deux municipalités non loin de Durban à retrouver les véritables propriétaires, à leur transférer formellement la propriété et à s'assurer que le problème ne se pose plus.

**Photos de gauche :** Sifunda Amos Nkosi (en haut à gauche, accompagné par Thobeka Cele) et Nonhlanhla Msweli font partie de ces propriétaires à faible revenu aujourd'hui détenteurs de titres sur leurs logements, grâce aux services de conseil qu'IFC et le SECO fournissent aux municipalités en Afrique du Sud.



**Amina Khaled El Zayat**  
Chargée des opérations senior, IFC, Johannesburg

« Cette histoire m'a touchée personnellement, car j'ai pu observer les résultats immédiats et tangibles de notre intervention sur le terrain. »

Amina Khaled El Zayat affirme que le projet de services-conseil pour le transfert de titres de propriété en Afrique du Sud l'a rapprochée des populations locales plus que jamais auparavant en ses 15 années de carrière à IFC. Ce projet a permis aux municipalités de KwaDukuza et de Mandeni, non loin de Durban, de retrouver les propriétaires de logements sociaux et de leur remettre leurs titres de propriété en main propre. Les enseignements de ce projet pilote réussis sont à présent examinés par les pouvoirs publics pour le reproduire à plus grande échelle.

# LEADERSHIP D'OPINION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Collaborer avec des partenaires pour renforcer les compétences et partager les connaissances est un aspect fondamental de la mission d'IFC.

Outre les centaines de projets que la Société exécute chaque année, elle pilote des études régionales et thématiques qui permettent de formuler des recommandations fondées sur des données factuelles sur la manière dont le secteur privé peut contribuer à résoudre les problèmes de développement les plus urgents. Ces initiatives permettent de définir plus largement les actions à mener en ce qui concerne les entreprises et les finances dans le monde en développement, proposant de nouvelles solutions pour un monde plus durable et inclusif.

Les partenariats permettent aussi à IFC de développer les capacités de figures de proue dans les économies émergentes et en développement, afin de renforcer leurs compétences et leurs connaissances.

**Photo :** Le financement d'IFC permet à l'entreprise de technologie financière kenyane M-KOPA d'élargir son modèle de crédit flexible, qui donne aux consommateurs l'accès aux produits de première nécessité moyennant le dépôt d'une somme modique, suivi de micropaiements électroniques.

## IFC ET L'OMC : LE FINANCEMENT DU COMMERCE EN AFRIQUE

Au plus fort de la pandémie de COVID-19, l'absence de financement pour le commerce est venue s'ajouter aux nombreuses perturbations des échanges transnationaux de biens et produits essentiels. La restauration et l'accroissement du financement du commerce en vue de stimuler les échanges commerciaux sont une importante mesure publique prioritaire devant améliorer les perspectives de croissance économique.

Durant l'exercice 23, IFC et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se sont associées pour réfléchir à la manière d'élargir considérablement l'accès au financement du commerce pour les quatre plus grandes économies d'Afrique de l'Ouest — Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria et Sénégal — dont les besoins à cet égard se chiffrent à pas moins de 14 milliards de dollars par an.

Leur étude sur le financement du commerce en Afrique de l'Ouest, intitulée *Trade Finance in West Africa*, constate que le coût élevé et l'étréitesse des produits de financement du commerce appliqués dans ces économies brident très considérablement leurs échanges commerciaux. Si le financement du commerce devenait moins coûteux et plus disponible, ces pays pourraient augmenter leurs exportations et leurs importations jusqu'à 26 milliards de dollars par an. De surcroît, un meilleur accès au financement du commerce procurerait des avantages économiques importants, et cet objectif est désormais au centre des activités d'IFC sur le continent. Dans ce cadre, des ateliers de renforcement des capacités ont été organisés de concert avec l'OMC à l'intention de banques, de PME, d'associations professionnelles et d'autorités publiques au Rwanda et en Côte d'Ivoire.

Cette activité de sensibilisation est complétée par l'Initiative pour le redressement du commerce et des chaînes d'approvisionnement lancée par IFC en 2022, grâce au Guichet de promotion du secteur privé de l'Association internationale de développement (IDA). Elle propose des financements et des services d'atténuation des risques par le biais d'institutions financières locales aux importateurs et exportateurs de produits de première nécessité à travers

l'Afrique, particulièrement dans les pays les plus pauvres et les pays en situation de fragilité et de conflit. Dans sa première année, l'initiative a permis à sept banques d'ouvrir des lignes de financement du commerce pour un montant total de 75 millions de dollars dans des pays comme le Burkina Faso, le Burundi, la Guinée et la Mauritanie. Il s'agissait notamment d'un mécanisme doté de 5 millions de dollars pour *Interbank Burundi*, facilité par des services de conseil, et de 10 millions de dollars destinés à stimuler les opérations croissantes de financement du commerce de la Banque mauritanienne de l'investissement.



**Ngozi Okonjo-Iweala**  
Directrice générale de l'OMC

**« Notre collaboration avec IFC nous a aidés à mieux comprendre la situation du financement du commerce en Afrique, ce qui a permis à IFC de contribuer à combler les déficits à cet égard. L'étude de référence que nous avons réalisée ensemble a montré que 25 % seulement des échanges commerciaux en Afrique de l'Ouest bénéficiaient de financements, à un coût élevé, ce qui excluait les petits commerçants en les laissant à la traîne dans la chaîne de production. »**

## IFC ET L'AIE :

# AUGMENTER LES INVESTISSEMENTS DANS LES ÉNERGIES PROPRES

La croissance des économies des marchés émergents et des pays en développement induira une hausse de la demande d'énergie à laquelle les États ne pourront répondre par eux-mêmes, à moins de réduire d'autres dépenses essentielles. Un rapport conjoint d'IFC et de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) invite le secteur privé à intensifier ses interventions.

Le rapport, qui s'intitule [\*Scaling Up Private Finance for Clean Energy in Emerging and Developing Economies\*](#), soutient que les investissements annuels dans les énergies propres dans les économies émergentes et en développement devront plus que tripler d'ici le début des années 2030, rester à ce niveau pendant 20 autres années pour faire face à la demande croissante d'énergie, et se conformer aux objectifs climatiques fixés dans l'Accord de Paris.

Il estime qu'environ 60 % de ces financements devront provenir du secteur privé, soit à peu près 1 000 milliards de dollars par an jusqu'au début des années 2030, contre 135 milliards de dollars aujourd'hui. Il est encourageant de noter que des solutions énergétiques respectueuses du climat sont introduites sur le marché, même si le risque que leur développement et leur déploiement soient inégaux laisserait de nombreux pays sur la touche.

Pour que le secteur privé puisse jouer sa partition, les projets d'énergie propre doivent être conçus de manière à répondre aux attentes des investisseurs du point de vue des risques et de la rentabilité. À l'heure actuelle, le coût du capital pour un projet solaire de capacité industrielle type peut être jusqu'à trois fois plus élevé dans les pays émergents que dans les pays avancés, reflétant les risques réels et apparents perçus aux niveaux du pays, du secteur et du projet. Le Groupe de la Banque mondiale contribuera dans une mesure importante à réduire les risques liés aux projets par des financements mixtes et à améliorer la préparation des projets pour multiplier les opportunités.

Le rapport souligne l'importance d'atténuer les risques pour les projets faisant appel à des technologies nouvelles encore utilisées à petite échelle et restant coûteuses sur de nombreux marchés, par exemple le stockage par batterie, l'éolienne en mer, le dessalement à l'aide d'énergies renouvelables ou l'hydrogène décarboné. Les projets utilisant des technologies plus classiques, mais exécutés sur des marchés plus risqués auront aussi besoin que leurs risques soient atténués.

**Photo :** Parc éolien Cibuk 1 financé par IFC à Vojvodina, une province du nord de la Serbie.



# MARCHÉS FINANCIERS : FORMER LA PROCHAINE GÉNÉRATION DE DIRIGEANTS

Lorsqu'elles disposent de ressources suffisantes, les entreprises créent des emplois, offrant des revenus stables qui sortent les populations de la pauvreté. À l'instar des prêts et des prises de participation, des marchés financiers bien développés jouent un rôle vital en facilitant l'accès des propriétaires d'entreprises à des financements à long terme qui leur permettent d'accroître leurs activités et de recruter davantage.

Malheureusement dans bon nombre de pays, les marchés financiers restent peu développés, faute d'une masse critique d'organismes de réglementation avertis capables de mener les réformes nécessaires pour moderniser le secteur financier et développer les marchés financiers locaux. Pour cette raison, IFC s'est alliée à l'institut *Milken* aux États-Unis et à *Paris Europlace* en France pour former de futurs dirigeants à l'Université Georges Washington et à l'Université Paris Dauphine.

Le développement des marchés financiers demande de solides compétences dans les domaines de la réglementation financière, l'intermédiation sur les marchés et la planification stratégique. Le programme pour les marchés financiers financé par IFC s'emploie depuis ces sept dernières années à répondre à ce besoin en formant des professionnels en milieu de carrière venant des ministères des Finances, des banques centrales, des bourses de valeurs et des agences de régulation des marchés financiers. Depuis son lancement en 2016, le programme a formé plus de 220 professionnels dans 58 pays.

« Le programme a vraiment été très bénéfique pour nos pays en permettant de préparer les participants à devenir les futurs gouverneurs, ministres des Finances et autres dirigeants dans nos pays », a déclaré Patrick Njoroge, gouverneur de la Banque centrale du Kenya.

« Si un plus grand nombre de personnes pouvaient profiter de ces opportunités dans les pays en développement, l'Afrique s'en trouverait peut-être transformée », a ajouté Vusani Khoza de la Banque centrale de l'Eswatini, un participant au programme.

Les étudiants passent près de huit mois à Washington ou à Paris, en suivant pour commencer une formation diplômante à l'Université George Washington ou un *Master* professionnel à l'Université Paris Dauphine, sur les fondamentaux des marchés des capitaux, la gouvernance d'entreprise, les régimes réglementaires et d'autres sujets. Pour finir, ils font des stages dans des banques d'investissement, des sociétés de gestion d'actifs ou des organisations internationales comme le Groupe de la Banque mondiale.



**Photo :** Cérémonie de remise des diplômes à la neuvième cohorte du programme pour les marchés financiers d'IFC en mai 2023.

# RÉPONDRE AUX ATTENTES : L'IMPACT DE L'ACTION D'IFC

Mesurer les résultats de ses activités et évaluer son efficacité sont des aspects essentiels de l'approche d'IFC, en matière de développement.

## MESURER L'IMPACT DES OPÉRATIONS D'IFC

Le cadre AIMM, l'outil d'évaluation et de suivi des impacts attendus d'IFC, permet à l'institution de mieux cerner, mesurer, noter et surveiller l'impact de chaque projet d'investissement sur le développement.

Le système de notation AIMM ex-ante, qui évalue l'impact attendu d'un projet, est une partie intégrante des processus d'approbation des investissements d'IFC et permet d'examiner les facteurs d'impact sur le développement à l'aune d'une série d'objectifs stratégiques touchant notamment au volume, à la rentabilité financière, au risque et aux priorités thématiques.

S'agissant des projets du portefeuille d'IFC, les notes AIMM ex-ante sont remplacées par une note AIMM du portefeuille qui est examinée chaque année. Le suivi du portefeuille par le cadre AIMM permet de mesurer la performance d'un projet et les risques susceptibles de compromettre l'impact escompté sur le plan du développement à l'aide des données tirées des indicateurs de résultat définis. En comparant l'évolution des résultats des indicateurs à la fois aux cibles ex-ante et aux valeurs de référence du cadre AIMM du secteur, il est possible de relier la note AIMM ex-ante à la note AIMM fluctuante du portefeuille et de déterminer la mesure dans laquelle l'impact attendu sur le développement est effectif.

Le système AIMM aide à mettre en œuvre la stratégie d'IFC en fournissant un cadre opérationnel solide qui :

- améliore la capacité d'IFC à définir et à concevoir des projets qui maximisent son impact sur le développement ;
- définit des cibles ambitieuses et des incitations ;
- renforce la capacité de l'institution à mettre en œuvre un ensemble optimal de projets qui produisent aussi bien un impact important sur le développement que des rendements financiers solides ; et
- propose une approche « de bout en bout » de la mesure des résultats en reliant les évaluations ex-ante à la fonction d'apprentissage et de reddition des comptes.

Depuis son introduction au cours de l'exercice 18, le cadre AIMM a publié plus de 2 300 notes ex-ante et 4 400 notes du portefeuille, en matière d'impact. Le cadre est sans cesse peaufiné et simplifié pour répondre aux exigences opérationnelles.

## NOTES AIMM

Durant l'exercice 23, IFC a engagé 243 projets d'investissement auxquels des notes AIMM ex-ante ont été attribuées. Le tableau ci-dessous présente un récapitulatif des notes au cours des deux dernières années.

### Notes ex-ante AIMM des investissements pour les projets engagés au cours des exercices 23 et 22

Catégories de notes AIMM	PROPORTION DE PROJETS	
	EX. 23 (243 PROJETS)	EX. 22 (225 PROJETS)
Excellente	14 %	11 %
Bien	68 %	61 %
Satisfaisante	18 %	28 %
Faible	0 %	0 %

Le portefeuille AIMM pour l'exercice 23 comprend 1 130 projets en cours auxquels des notes AIMM ex-ante ont été attribuées. Le tableau qui suit présente un récapitulatif des notes au cours des deux dernières années.

## Notes AIMM du portefeuille d'investissements, exercices 23 et 22

Catégories de notes AIMM	RÉPARTITION DES NOTES	
	EX. 23 (1 130 PROJETS)	EX. 22 (1 034 PROJETS)
Excellente	11 %	8 %
Bien	54 %	55 %
Satisfaisante	25 %	27 %
Faible	10 %	10 %

Vous trouverez les notes AIMM détaillées par région et branches d'activité, ainsi que les interventions de certains clients d'IFC sur le site Web du Rapport annuel d'IFC.

### Voici quatre ans qu'IFC publie les notes AIMM du portefeuille pour les projets d'investissement supervisés.

L'évolution des notes AIMM du portefeuille indique aux gestionnaires d'investissement les progrès dans les résultats du développement en ce qui concerne les projets d'investissement en cours. Pour l'exercice 23, la note AIMM moyenne du portefeuille était de 48. La note AIMM ex-ante moyenne pour ces mêmes projets était de 49 lors de la phase d'approbation, ce qui semble indiquer qu'au niveau du portefeuille, globalement, ces projets produisent l'impact attendu sur le développement pendant la phase d'exécution.

**Notations des projets de services-conseil :** L'efficacité des projets de services-conseil sur le développement est évaluée au moment de l'achèvement du projet. Au cours de l'exercice 23, 98 projets de services-conseil étaient qualifiés pour une évaluation ex-post, et 61 % de ces projets ont été jugés réussis pour l'essentiel ou mieux dans leur auto-évaluation.

Pour l'exercice 23, les taux globaux de réussite dans le portefeuille des services-conseil sont en recul par rapport à l'exercice précédent, en raison en grande partie des conséquences de la pandémie de COVID-19 et d'autres facteurs exogènes, en particulier en Afrique, en Europe, et en ce qui concerne les projets mondiaux. Malgré la baisse du taux de réussite global d'IFC, dans le cas du portefeuille des services-conseil, les taux ont augmenté au Moyen-Orient, en Asie centrale, en Türkiye, en Afghanistan et au Pakistan. Vous trouverez des informations complémentaires sur le site Web du rapport annuel d'IFC.

## ÉTABLIR LES NORMES POUR L'INVESTISSEMENT À IMPACT

Depuis leur introduction en 2019, les **Principes opérationnels de la gestion de l'impact** (les Principes d'impact) sont désormais la norme du marché pour les investisseurs à impact. En appliquant ces principes, les investisseurs à impact peuvent contribuer à garantir que leurs investissements répondent à une norme élevée, en matière d'impact social et environnemental, ce qui se traduirait par une utilisation plus efficace des capitaux. De 58 au moment du lancement des Principes d'impact, le nombre de signataires a considérablement augmenté, triplant pour atteindre 117. Ces signataires viennent de 39 pays et représentent 516 milliards de dollars d'actifs orientés vers l'investissement à impact. IFC a hébergé le Secrétariat des Principes d'impact jusqu'en octobre 2022, quand elle a passé le témoin au réseau mondial de l'investissement à impact (*Global Impact Investing Network, GIIN*).

Par ailleurs, IFC est l'un des fondateurs des indicateurs harmonisés pour les opérations du secteur privé (**Harmonized Indicators for Private Sector Operations, HIPSO**). Les 28 institutions de financement du développement (IFD) formant le « *HIPSO Whole Group* » s'emploient à mettre au point des indicateurs aux niveaux sectoriel et sous-sectoriel que pourraient utiliser les signataires des Principes d'impact et la communauté plus large de l'investissement à impact. Au cours de l'année écoulée, le partenariat HIPSO a révisé les indicateurs pour l'agro-industrie, la santé et l'éducation, et a développé de nouveaux indicateurs dans des domaines de plus en plus d'actualité comme les technologies de rupture et la qualité de l'emploi. La plateforme HIPSO a un rôle central à jouer pour veiller à une large communication des meilleures pratiques, en matière d'indicateurs de suivi de l'impact sur le développement aux partenaires qui ne sont pas des IFD. Elle est en outre censée favoriser la culture du partage des connaissances et des acquis, notamment le partage des connaissances sur les systèmes de gestion de l'impact, les théories du changement et les lacunes des données factuelles sur la cartographie, ainsi que l'harmonisation des modèles de collecte des données.

## ALIGNEMENT SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

IFC contribue par ses investissements directs et ses services de conseil à plusieurs ODD. La mission d'IFC et les objectifs du Groupe de la Banque mondiale sont en cohérence avec les ODD 1 et 10, qui parlent d'« éliminer la pauvreté » et de « réduire les inégalités ». Au niveau sectoriel stratégique, IFC favorise les projets dans les domaines de l'infrastructure, l'agriculture, l'inclusion financière, la santé et l'éducation, conformément aux ODD 2, 3, 4, 6, 7 et 9.



IFC s'associe aussi activement à des investisseurs privés pour mobiliser de nouvelles sources de financement, conformément à l'ODD 17. IFC continue de promouvoir la création d'emplois et la croissance économique, l'égalité des genres, le développement des villes, la durabilité environnementale et sociale, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, conformément aux ODD 8, 5, 11, 12 et 13 respectivement. Les contributions des clients d'IFC aux ODD sont présentées sur le [tableau de bord d'IFC sur les ODD](#) sur le site Web de l'institution.



En collaboration avec d'autres IFD partenaires HIPSO, IFC a élaboré une méthodologie commune d'alignement des contributions des IFD aux ODD, largement ouverte à l'utilisation des sociétés et des investisseurs à impact privés. Des informations supplémentaires sont disponibles sur le site : <https://indicators.ifipartnership.org/dashboard/>.

## ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES ÉTUDES, DES ANALYSES ET DES PROGRAMMES D'AUTO-ÉVALUATION

IFC utilise à la fois les études, l'analyse des données et les auto-évaluations pour enrichir ses connaissances et apporter des solutions en temps réel à ses clients, ainsi qu'aux membres des services opérationnels. Tous ces enseignements importants guident les collaborations avec les nouveaux clients. Voici des exemples remarquables pour l'exercice 23 :

### • **Évaluation de l'impact du projet *Africa Improved Foods Limited* (projet AIF) au**

**Rwanda :** IFC a achevé au cours de l'exercice 23 l'évaluation de l'impact du projet AIF qui a duré six ans, en se servant d'une méthode quasi expérimentale des doubles différences avec appariement pour mesurer l'incidence de ce projet sur les moyens de subsistance des agriculteurs. Les fonds propres d'IFC ainsi qu'un financement concessionnel mixte du Guichet de promotion du secteur privé du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire ont servi à financer la construction et l'exploitation d'une usine de transformation d'une capacité de 45 000 tonnes métriques, en vue de la production de barres de céréales enrichies destinées aux enfants sous-alimentés et aux mères allaitantes pour combattre la malnutrition chronique. L'évaluation a observé des effets positifs en ce qui concerne le groupe de traitement sur la production de maïs, le taux de pauvreté, les revenus de l'élevage pour les ménages et la possession d'actifs non agricoles par les ménages. Ces effets représentent sur le plan statistique des différences positives importantes par rapport au groupe témoin, le groupe de traitement ayant enregistré une hausse de 1,5 à 2 fois plus importante de la production, des ventes et des revenus de la culture du maïs, de même que des revenus agricoles. La probabilité de vivre en dessous du seuil international de pauvreté fixé à 2,15 dollars par jour a baissé de 4,7 points de pourcentage pour les cohortes de traitement alimentant le projet pendant plus de trois ans. Une évaluation précédente du projet AIF a indiqué que, durant la période de prévision de 2016 à 2031, le projet était censé générer 758 millions de dollars en avantages additionnels nets pour l'économie rwandaise, dont 70 % (532 millions de dollars) imputable à un apport supplémentaire de main-d'œuvre, grâce pour l'essentiel à un surcroît de productivité de la population active qui résulte de la réduction de la malnutrition et du retard de croissance.

### • **L'impact des infrastructures de télécommunication partagées sur la connectivité et l'inclusion numériques :**

Publié en collaboration avec l'École d'économie de Toulouse, ce document de travail, préparé pendant 12 ans à l'aide de données puisées dans 150 pays, indique que des installations communes dans le domaine des télécommunications améliorent l'accessibilité économique de l'Internet mobile et accroissent l'utilisation des services concernés par les femmes et les ménages ruraux. Un très grand nombre de personnes ne sont toujours pas connectées à Internet malgré la concurrence de plus en plus marquée dans les infrastructures. L'analyse porte sur l'incidence du partage d'infrastructures de télécommunication sur la connectivité et l'inclusion numériques à l'aide d'une nouvelle série de données sur les opérations de partage des pylônes entre 2008 et 2020, c'est-à-dire l'acquisition de pylônes par des sociétés indépendantes auprès d'opérateurs de réseaux mobiles pour ensuite les louer à tous les opérateurs. Les estimations à l'aide de la méthode des doubles différences avec un décalage temporaire du traitement indiquent que ces accords ont entraîné une forte baisse du prix de la connectivité mobile de même que l'accroissement de la disponibilité et de l'utilisation de l'Internet mobile, en particulier par les ménages ruraux et les femmes. L'analyse donne à penser que l'intensification de la concurrence qui se traduit par une moindre concentration du marché expliquerait ces résultats.

### • **Impact des réformes juridiques sur le marché des paiements électroniques au Bangladesh :**

IFC a entrepris d'évaluer l'incidence des deux réglementations relatives aux paiements électroniques (réglementations de 2014 sur les Systèmes de paiement et de règlement et les Transferts électroniques de fonds), soutenues par le *Bangladesh Investment Climate Fund*, sur le développement du marché des paiements électroniques au Bangladesh. Ces réformes soutenues par IFC font partie d'un programme plus large du Groupe de la Banque mondiale. L'analyse a établi que les réglementations promues par IFC avaient eu pour effet direct l'accréditation de 13 *fintech* commerciales et l'élaboration d'un cadre de protection des consommateurs, censé faciliter l'essor des paiements électroniques. Elle a aussi conclu que l'adoption de réglementations était certes une condition indispensable, mais pas suffisante pour développer le marché. L'analyse a aussi révélé que le nombre de transactions effectuées par le biais des trois instruments de paiement électronique (cartes de paiement, services bancaires en ligne et services financiers mobiles) s'était considérablement accru au fil du temps. En 2021, les transactions des services financiers mobiles étaient environ 10 fois plus importantes que les transactions par cartes et 100 fois plus nombreuses que les transactions bancaires en ligne. L'utilisation des technologies de paiement électronique a littéralement explosé durant la pandémie de COVID-19. Le Bangladesh fait figure de chef de file dans la région en matière d'argent mobile, mais est à la traîne pour ce qui concerne les services bancaires mobiles et en ligne. Il faudrait cependant des réformes touchant à la concurrence sur le marché, la culture financière et la sensibilisation pour développer davantage les paiements électroniques.

### • **Étude de la gestion des effets du changement climatique par les**

**institutions financières :** Elle visait à évaluer la capacité et l'empressement des institutions financières à gérer les risques et les opportunités liés au changement climatique, ainsi que les principales difficultés auxquelles elles se heurtent pour s'aligner sur les objectifs de l'Accord de Paris. Il a été demandé à 177 institutions financières clientes dans 73 marchés émergents et économies en développement d'indiquer leur niveau de préparation dans les quatre domaines suivants : stratégie et gouvernance, risques, finance, et communication et divulgation. L'étude a montré que ces institutions ont largement conscience des risques, mais la pauvreté des données pouvant éclairer les décisions, des réglementations inadaptées et l'insuffisance des ressources financières les empêchent d'agir. Environ un tiers des sondés considèrent le financement climatique comme une priorité, mais leur envie grandissante d'élargir leur portefeuille écologique se heurte à plusieurs obstacles, notamment une demande faible ou une insuffisance des financements climatiques, couplées à la quasi-indisponibilité des financements à long terme et à l'étroitesse des produits de financement climatique. Si, d'après l'étude, environ un tiers seulement des institutions interrogées avaient adopté au moins 3 des 11 recommandations formulées par le Groupe de travail sur l'information financière relative au changement climatique, cette proportion devrait atteindre 76 % au cours des deux prochaines années. Les conclusions de l'étude sont inestimables en ce qu'elles indiquent aux institutions de financement du développement dans quels domaines intensifier leurs interventions en priorité pour maximiser l'impact.

# DURABILITÉ

IFC est de longue date la tête de proue de l'organisation du paysage de la gouvernance environnementale, sociale et d'entreprise, que ce soit en définissant le premier des politiques de sauvegarde, en matière de durabilité à l'intention du secteur privé ou en établissant des pratiques strictes de gestion des risques liés aux considérations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). Le [Cadre de durabilité et la Méthodologie de gouvernance d'entreprise](#) décrivent la stratégie d'IFC concernant la gestion des risques ESG. Ils offrent une base solide permettant de développer les activités d'IFC elle-même, dans le respect des principes de durabilité, et de renforcer les capacités de ses clients, du secteur privé et des futurs leaders dans différents secteurs.

Alors que les initiatives autour de la durabilité se multiplient dans le monde, IFC continue d'innover. Qu'il s'agisse d'outils numériques permettant de suivre plus efficacement l'impact des projets ou de nouer des partenariats pour gérer les nouveaux progrès en matière environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), IFC apparaît comme un catalyseur dans la définition des normes destinées à encadrer l'expansion du secteur privé et l'acheminement des financements, en vue de créer des marchés plus durables.

## FONCTION D'ÉTABLISSEMENT DES NORMES

Les normes de performance d'IFC, qui sont un élément essentiel de son Cadre de durabilité, définissent la manière dont ses clients évitent, atténuent et gèrent les risques environnementaux et sociaux. Pendant près de vingt ans, ces normes ont servi de référence à l'échelle mondiale. Les Principes de l'Équateur, qui s'en inspirent, ont été adoptés par 139 institutions financières dans 39 pays. De plus en plus d'institutions financières et de cadres de durabilité adoptent les normes de performance d'IFC ou y puisent.

Les [directives environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe de la Banque mondiale \(ESS\)](#) sont le document technique de référence, en matière de bonnes pratiques internationales professionnelles pour les institutions financières, les sociétés et les professionnels des questions ESG à travers le monde. En étroite collaboration avec la Banque mondiale et la MIGA, IFC a entrepris d'actualiser et de moderniser les directives pour les conformer aux bonnes pratiques actuelles, notamment en renforçant les orientations sur la gestion du climat, les communautés, et les questions de santé et de sécurité au travail. La première série de la nouvelle génération de directives ESS sur les aéroports, le transport et la distribution de l'électricité et les établissements de soins de santé devrait être ouverte aux consultations publiques au cours de l'exercice 24.

La durabilité des activités repose sur l'intégration des questions de gouvernance d'entreprise dans le processus décisionnel. IFC continue de fixer de nouvelles bases de référence pour la gouvernance d'entreprise, y compris

dans des domaines en mutation comme la gouvernance climatique et la communication d'informations climatiques. S'appuyant sur sa Méthodologie de gouvernance d'entreprise, IFC a lancé une [Matrice de progression de la gouvernance climatique](#) et une fiche de conseils pour aider les conseils d'administration à relever et à superviser les risques et les opportunités en matière de climat.

## RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Par ses services-conseil en matière d'ESG, IFC aide ses clients et le marché plus généralement à gérer les défis dans ces domaines. Durant l'exercice 23, elle a aidé 94 clients dans 32 pays à améliorer leurs pratiques et leurs stratégies ESG. Elle continue en outre de développer des biens publics librement accessibles sur les meilleures pratiques concernant les questions de durabilité. IFC a publié de nouveaux outils et de nouveaux produits de savoir, par exemple une fiche de conseils et des études de cas pour mieux faire comprendre la violence sexiste et la gestion des risques de harcèlement, de même qu'une série d'études de cas sur les femmes de tête dans les marchés fragiles, intitulée [Being Bold—Case Studies on Women's Business Leadership in Sierra Leone and Liberia](#). Ses ressources sur les questions d'ESG sont appréciées de ses clients et des acteurs du marché en général, à en juger par un million de vues et 300 000 téléchargements au cours de l'exercice 23.

IFC aide de surcroît les entreprises à développer leur capacité à traduire leurs engagements, en matière de durabilité en décisions financières pratiques et quantifiables. Durant l'exercice 23, IFC a relancé [FIRST \(Financial Institutions: Resources, Solutions, and Tools\)](#), un site Web qui donne aux institutions financières des informations et

des outils leur permettant de comprendre et de gérer les risques environnementaux et sociaux, et qui présente aux utilisateurs des opportunités de financement durable. *FIRST* a été consulté plus de 200 000 fois au cours de l'exercice écoulé, la majorité des utilisateurs étant basés dans des pays émergents.

IFC s'est associée à CDP, un organisme à but non lucratif spécialisé dans les systèmes de divulgation d'informations environnementales, afin de passer en revue plus de 100 pratiques de divulgation. Le [rapport](#), préparé en concertation avec l'Initiative des Nations Unies pour des bourses de valeurs durables, met en lumière des exemples pratiques d'élaboration de réglementations de qualité, devant permettre de mobiliser des capitaux privés en faveur de solutions durables.

IFC continue par ailleurs de renforcer les capacités des membres de ses équipes E&S. En août 2022, elle a démarré son programme d'apprentissage et de certification professionnels afin de maintenir le niveau de compétence le plus élevé, en matière de gestion des risques E&S. C'est ainsi que près de 80 spécialistes E&S d'IFC ont reçu plus de 120 heures de formation. La Société réfléchit à la manière d'ouvrir l'accès de certains éléments de ce programme à des professionnels E&S externes.

## OUTILS INNOVANTS

IFC continue d'étudier la manière dont la technologie et les outils numériques peuvent aider à suivre — et à amplifier — les impacts en matière d'ESG. [Machine Learning ESG Analyst \(MALENA\)](#) d'IFC est utilisé par les spécialistes de l'institution pour les procédures de vérification préalable des aspects ESG, le suivi du portefeuille et l'information. MALENA est une plateforme utilisant l'intelligence artificielle pour extraire du contenu intelligible de données ESG non structurées à grande échelle, ce qui accélère les analyses et accroît la productivité. IFC effectue actuellement un bêta-test d'une version externe de MALENA, en collaboration avec de nombreuses institutions. En mai 2023, MALENA a été désigné par le Centre international de recherche sur l'intelligence artificielle pour la deuxième année consécutive, comme faisant partie des 100 premiers projets dans le monde à répondre aux Objectifs de développement durable. Cette année, MALENA a progressé de deux catégories par rapport à l'année dernière, passant d'outil « prometteur » à « exceptionnel », et se classant parmi les dix premiers projets.

IFC tire aussi parti du pouvoir des outils numériques grâce à la mise au point d'un outil de notation de la durabilité, conçu de manière à assurer une gestion structurée et constante des risques ESG et à rendre les opérations plus efficaces, en permettant de concentrer les efforts et les ressources sur la gestion des risques ESG importants. Après un essai réussi, l'outil est à présent déployé dans tous les projets d'IFC, notamment les nouvelles opérations et les projets du portefeuille.

### Utiliser l'IA et la science des données pour améliorer les résultats

*On pense de plus en plus à exploiter l'IA pour générer des informations sur la performance des entreprises, des projets, voire des pays dans les domaines environnemental, social et de la gouvernance (ESG). Plus de 80 % des plus grandes entreprises au monde, en termes de revenus, communiquent des informations sur les aspects de durabilité de leurs opérations, et 90 % des entreprises listées dans le S&P 500 partagent leurs données en matière d'ESG. Les agences de notation du crédit qui, jadis, classaient les entreprises sur la seule base des performances financières, intègrent désormais des indicateurs ESG, tandis qu'apparaissent de nouvelles entités de notation spécialisées dans le classement ESG.*

*Les Nations Unies ont créé l'Initiative pour des bourses de valeurs durables qui encourage le réseautage entre acteurs des marchés financiers et la recherche. Les organismes de réglementation élaborent des normes afin de rendre les méthodes de classement en matière d'ESG plus transparentes, ce qui permettrait aux profanes de comprendre et de comparer plus aisément des ensembles de données ESG. Les questions d'ESG étaient au premier plan de chaque investissement sur les plus de 30 milliards de dollars qu'IFC a engagés dans les marchés émergents au cours de l'année écoulée.*

*Grâce à l'appui du Fonds pour les services-conseil sur le climat de l'investissement, du Danemark et de la République de Corée, IFC a entrepris de développer son propre outil, MALENA, en 2019, comme un moyen novateur d'utiliser l'IA pour cartographier le paysage ESG pour les marchés*

*émergents. Les spécialistes ESG d'IFC ont entraîné MALENA pour analyser le langage contenu dans les documents de manière à générer les informations ESG les plus utiles. Comme nous le savons, le langage humain est complexe et plein de nuances. Il est essentiel de comprendre le contexte de ce qui est écrit pour en saisir le sens et éviter des erreurs d'interprétation.*

*Depuis son lancement en 2022, MALENA a analysé plus de 246 000 documents internes d'IFC et documents publics, notamment des évaluations d'impact, des articles de journaux et des rapports sur les questions de durabilité, remontant à plusieurs dizaines d'années et couvrant plus de 10 000 projets dans 186 pays. L'un des atouts majeurs de MALENA est sa rapidité : il lit 19 000 phrases par minute. Après avoir épluché les documents, MALENA génère des tableaux de bord sur les performances ESG. Ces tableaux de bord peuvent s'avérer de précieuses sources de référence pour les spécialistes ESG d'IFC au moment de leurs évaluations des risques.*

*Avec l'accroissement fulgurant de la demande de données ESG, y compris dans les marchés émergents où de telles données sont très souvent inexistantes, des outils d'IA comme MALENA peuvent contribuer dans une mesure importante à améliorer la qualité des données. Ils peuvent aider les investisseurs à atteindre leurs objectifs sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance par des moyens innovants.*

## PARTENARIATS

Pour élargir son rayon d'action, IFC s'allie aux principaux réseaux et aux principales organisations en matière d'ESG. Au cours de l'exercice 23, en collaboration avec l'Initiative des Nations Unies pour des bourses de valeurs durables et CDP, IFC a proposé des formations sur le [Groupe de travail sur la communication d'informations financières relatives au climat \(TCFD\)](#). Ces formations ont été suivies par 20 000 participants de 60 marchés, dont 12 000 issus de régions des marchés émergents.

En partenariat avec l'Association des Principes de l'Équateur, IFC [a publié un rapport](#) qui examine les liens entre ses Normes de performance, les Directives ESS du Groupe de la Banque mondiale et la taxonomie sur le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important (DNHS pour « *do no significant harm* ») et les critères de sauvegarde minimale (SM) de l'Union européenne. Cette étude indique que les Normes de performance et les Directives ESS offrent un cadre de référence crédible, permettant d'évaluer la conformité des activités d'une entreprise à la taxonomie DNSH et aux critères SM de l'UE pour qu'elles soient jugées durables sur le plan environnemental. Elle contribue aux objectifs mondiaux d'interopérabilité et d'harmonisation des réglementations sur la finance durable et des normes de gestion des risques environnementaux et sociaux, essentiels pour en garantir l'efficacité et éviter l'écoblanchiment.

IFC a continué de servir de secrétariat et de partenaire dans le domaine des connaissances au [Réseau de la banque et de la finance durables](#) (SBFN), une plateforme mondiale de partage des connaissances et de renforcement des capacités destinée aux organismes de réglementation financière et aux associations professionnelles des marchés émergents. Durant l'exercice 23, le nombre d'adhérents au réseau est passé à 80 institutions membres, représentant 63 pays de marchés émergents. En mai 2023, le réseau a lancé une panoplie sur l'élaboration de feuilles de route de la finance durable, afin d'aider les membres à passer de la formulation des politiques publiques à leur mise en œuvre. Grâce au réseau, IFC a apporté des contributions techniques à un nouveau cours d'apprentissage en ligne sur les taxonomies de la finance durable, développé par la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH* (GIZ) ; c'est une ressource importante qui aide les

organismes de réglementation à concevoir et à appliquer des taxonomies de la finance durable. Le réseau a continué en outre à être la voix des marchés émergents dans les plateformes mondiales de la finance durable, comme le Groupe de travail sur la finance durable du G20, et à travers des rapports, tels que celui de la Banque mondiale intitulé *Emerging Lessons & Considerations for Applying the G20 Principles on Alignment Approaches*.

Pour avancer dans l'identification et la gestion des risques liés au travail, le directeur général d'IFC et son homologue de l'Organisation internationale du travail (OIT) sont convenus d'une [feuille de route pour un partenariat](#) en mars 2023. Dans le cadre de cette feuille de route, IFC et l'OIT discutent des possibilités d'une collaboration et de synergies plus importantes, en matière de partage et d'échange des connaissances, de renforcement des capacités et de promotion d'une gestion plus efficace des risques liés au travail.

# OBLIGATION DE RENDRE COMPTE ET CONTRÔLE

Il est vital pour IFC et ses clients de garantir la reddition des comptes. Au cours des dernières années, l'institution a pris plusieurs mesures destinées à lui permettre de mieux remédier aux effets négatifs de ses opérations sur les populations. Cette année, elle a recueilli les avis des acteurs concernés sur ses projets de stratégie relative aux mesures de réparation et de principes de désengagement responsable. Les consultations sur la version préliminaire de la Stratégie d'IFC et de la MIGA relative aux mesures de réparation ont eu lieu de février à avril 2023, et les parties prenantes pouvaient participer à des réunions en plusieurs langues et sur différents fuseaux horaires ou donner leurs avis par écrit. IFC analyse à présent les avis reçus d'un large éventail d'acteurs, notamment les organisations de la société civile (OSC), les institutions financières internationales, les clients et les mécanismes indépendants de redevabilité des banques multilatérales de développement.

Outre le renforcement de la redevabilité, IFC a aussi continué de prôner une plus grande transparence, étant consciente que c'est l'une des mesures les plus importantes qu'elle puisse prendre, en tant qu'institution de développement, pour garder la confiance des acteurs concernés et les faire participer à l'élaboration de nouvelles solutions à des problèmes de développement complexes. Elle a poursuivi résolument

sa collaboration avec ses pairs en vue d'une meilleure harmonisation des pratiques, en matière de divulgation et de communication d'informations. Au cours de l'année écoulée, IFC a enregistré le meilleur indice de transparence des IFD, publié par l'OSC *Publish What You Fund*. C'est la première fois que l'institution se soumettait à un comparateur des niveaux de transparence des principales institutions de financement du développement dans le monde.

## Obligation de rendre compte BUREAU DE MÉDIATION, DE CONFORMITÉ ET DE CONSEIL (CAO)

Les populations touchées par les impacts environnementaux et sociaux négatifs des projets d'IFC peuvent faire part de leurs préoccupations au CAO, le mécanisme indépendant de redevabilité d'IFC. Le CAO, qui rend compte au conseil d'administration, a pour mission de faciliter le règlement des plaintes dans une démarche équitable, objective et constructive, d'améliorer les résultats environnementaux et sociaux des projets et d'encourager la reddition des comptes au public ainsi que l'apprentissage, afin d'améliorer la performance environnementale et sociale d'IFC. Il aide à résoudre les problèmes entre les populations touchées et les clients d'IFC, en recherchant des solutions dans une démarche neutre et collaborative dans le cadre de sa fonction de règlement des différends. En vertu de sa fonction de vérification de la conformité, le CAO s'assure qu'IFC respecte ses politiques environnementales et sociales, évalue les préjudices liés aux activités de l'institution et recommande des mesures de réparation, le cas échéant. Dans le cadre de sa fonction consultative, il donne des avis dans le but d'améliorer la performance systémique d'IFC, en matière de durabilité

environnementale et sociale. Au cours de l'exercice 23, le CAO a traité 58 dossiers portant sur des projets d'IFC dans 29 pays. Durant l'année, le CAO a été saisi de 12 plaintes recevables, dont deux ont été transmises à IFC. Deux autres plaintes transmises à IFC au cours de l'exercice 22 ont été retournées au CAO pour évaluation durant l'exercice 23. Le CAO a clôturé un dossier après un règlement en amont durant l'évaluation et cinq autres après un suivi des accords de règlement des différends conclus entre les populations touchées par les projets concernés et les clients d'IFC. De surcroît, il a clôturé un dossier après une évaluation de la conformité, une enquête ne se justifiant pas, et a clôturé un autre après un suivi des mesures prises par IFC, en réaction aux conclusions de l'enquête du CAO. De plus amples informations sont disponibles sur le [site Web du CAO](#).

## GRUPE INDÉPENDANT D'ÉVALUATION (IEG)

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) est une unité indépendante, qui rend compte directement au Conseil des Administrateurs du Groupe de la Banque mondiale. Il a pour mission de renforcer les institutions du Groupe de la Banque mondiale en procédant à des évaluations qui orientent leurs stratégies et leurs activités futures, accroissant ainsi l'efficacité des activités de développement. L'IEG évalue les résultats des opérations d'IFC, et formule des recommandations pour les améliorer. Ses recommandations contribuent aussi à l'apprentissage interne en influençant la formulation des nouvelles orientations, des politiques et procédures, ainsi que des stratégies nationales et sectorielles. Les examens annuels des résultats et de la performance du Groupe de la Banque mondiale et d'autres grands rapports par le Groupe sont disponibles sur le [site Web de l'IEG](#).

## Contrôle

### VICE-PRÉSIDENTE AUDIT INTERNE DU GROUPE (GIA)

La Vice-présidente de l'Audit interne du Groupe (GIA) est une fonction indépendante qui rend compte au Président et est placée sous la supervision du Conseil d'administration. La GIA donne à la direction et au Conseil une assurance raisonnable que les processus de gestion et de maîtrise des risques, ainsi que leur gouvernance générale, sont bien conçus et fonctionnent efficacement. Son travail aide le Groupe de la Banque mondiale à servir ses clients plus efficacement. Elle réalise des audits et fournit des assurances et des conseils, couvrant tous les domaines institutionnels essentiels : stratégie, opérations, finances et fonctions institutionnelles, dont les systèmes, les applications et les processus informatiques. Elle entreprend ses travaux, conformément au Cadre de référence international des pratiques professionnelles de l'*Institute of Internal Auditors*. La GIA collabore avec les fonctions de gestion des risques et de gouvernance au sein de la direction, ainsi qu'avec d'autres unités de contrôle et de redevabilité indépendantes du Groupe de la Banque mondiale.

Le programme de travail de la GIA met un accent sur les priorités institutionnelles et sur celles des parties prenantes, ainsi que sur les risques importants. La GIA fournit environ 30 prestations par an. Pour l'exercice 23, les principaux axes étaient notamment les suivants : continuité des activités, conflits d'intérêts, allocations individuelles de l'IDA, utilisation innovante des technologies dans la supervision des projets, Stratégie en amont d'IFC, gestion des actifs du trésor, politique de confidentialité des informations personnelles, gouvernance et sécurité du site Web, et planification des effectifs.

La GIA utilise un modèle de prestation flexible basé sur le risque pour ajuster son orientation, en fonction de l'évolution des activités du Groupe de la Banque mondiale et du paysage des risques. Durant l'exercice 23, la GIA a mis à l'essai le nouveau programme d'assurances et de conseil dans les pays, censé élargir ses examens de la gouvernance, de la gestion des risques et des contrôles internes des processus menés dans les pays. Le programme répond à des transformations internes comme la décentralisation, ainsi qu'aux recommandations de l'évaluation externe de la qualité réalisée par la GIA en 2022. Pour de plus amples informations sur la GIA, rendez-vous sur le site [www.worldbank.org/internalaudit](http://www.worldbank.org/internalaudit).

## SYSTÈME DE SANCTIONS

Le Système de sanctions du Groupe de la Banque mondiale est un processus administratif à plusieurs niveaux, conçu pour lutter contre la fraude, la corruption, la collusion, la coercition et l'obstruction par les entreprises et les particuliers intervenant dans ses opérations.

La **Vice-présidente de l'Intégrité (INT)** détecte, décourage, et prévient la fraude et la corruption dans les opérations financées par le Groupe de la Banque mondiale, et lorsqu'elles concernent son personnel et les prestataires. Elle enquête sur les allégations de fraude, de corruption et d'autres pratiques passibles de sanctions ; et lorsque celles-ci sont fondées, elle applique des sanctions à l'encontre des entités externes visées, et communique ses constatations au service des ressources humaines, qui décide des mesures disciplinaires à prendre à l'encontre des membres du personnel concernés. L'INT s'efforce également de relever, de surveiller et d'atténuer les risques pour l'intégrité dans les opérations du Groupe de la Banque mondiale. Le Bureau chargé de la conformité, une unité indépendante au sein de l'INT, examine l'état de conformité des personnes et des entités concernées par le processus de sanctions, et collabore avec celles qui s'efforcent de remplir les conditions de levée de leur sanction.

Au cours de l'exercice 23, l'INT a organisé le 5e forum de l'alliance internationale anticorruption à Abidjan (Côte d'Ivoire), discutant des défis mondiaux avec des acteurs de la lutte contre la corruption, venus du monde entier, en s'intéressant particulièrement au lien entre la corruption et le développement. Le forum de cette année a fait fond sur les efforts en cours pour renforcer le réseau des acteurs de la lutte contre la corruption, afin de combattre ce fléau aux niveaux local, régional et mondial.

Le **Bureau des suspensions et des exclusions** est dirigé par le responsable en chef des suspensions et des exclusions de la Banque mondiale, qui statue en premier ressort dans le système de sanctions du Groupe de la Banque. Tous les cas de sanctions, qui ne font pas l'objet d'un appel devant le Conseil des sanctions, sont résolus suivant les décisions du responsable, dont [des synthèses](#) sont mises à la disposition du public.

Le **Conseil des sanctions** est composé de sept membres dont aucun ne fait partie du Groupe de la Banque mondiale. Il statue en dernier ressort dans tous les cas de sanctions contestées et rend publiques ses [décisions](#), qu'il motive entièrement et qui ne sont pas susceptibles d'appel.

Durant l'exercice 23, le Groupe de la Banque mondiale a sanctionné 23 entreprises et particuliers à travers des décisions non contestées du directeur des suspensions et des exclusions de la Banque, des décisions du Conseil des sanctions du Groupe de la Banque mondiale et des accords de règlement. Il a également levé les sanctions infligées à 17 entités et converti l'exclusion avec levée conditionnelle d'une entité en non-exclusion conditionnelle. Le Groupe de la Banque mondiale a également entériné 44 exclusions croisées, décidées par d'autres banques multilatérales de développement (BMD), et 12 exclusions du Groupe de la Banque mondiale remplissaient les critères requis pour être entérinées par d'autres BMD.

Pour en savoir plus sur le Système de sanctions du Groupe de la Banque mondiale et lire son rapport annuel, rendez-vous à l'adresse [www.worldbank.org/integrity](http://www.worldbank.org/integrity).

Pour signaler des actes présumés de fraude ou de corruption dans les projets financés par le Groupe de la Banque mondiale, rendez-vous sur le site [www.worldbank.org/fraudandcorruption](http://www.worldbank.org/fraudandcorruption).

# DIVERSITÉ, ÉQUITÉ ET INCLUSION

IFC s'emploie à promouvoir un milieu de travail diversifié, équitable et inclusif qui autonomise et magnifie ses agents dont les résultats, en matière de développement du secteur privé, sont manifestes. Elle demeure attachée à ses priorités stratégiques, à savoir l'égalité des genres, la redevabilité fondée sur les données et un leadership inclusif.

La promotion de la diversité de pensée commence par le suivi des informations sur la diversité du personnel, qui donnent une idée de la palette d'origines, de compétences et d'expériences des employés. Au 30 juin 2023, IFC comptait plus de 4 300 agents, dont 54 % de femmes. Ces agents représentent plus de 150 nationalités, travaillent dans plus de 100 pays et parlent plus de 50 langues.

IFC compte sur la campagne *iCount* en cours pour se faire une idée plus précise de la coloration de ses effectifs. L'initiative *iCount* d'IFC encourage les employés à communiquer volontairement des informations personnelles, notamment leur nationalité, leur race et ethnité, leur orientation sexuelle et leur identité de genre ainsi que leur handicap. Les données recueillies dans le cadre de *iCount* permettent à l'institution de mieux comprendre l'expérience qu'a le personnel du milieu de travail qu'elle offre, du point de vue de l'avancement professionnel et des promotions, de la mobilité, de la rémunération et de la gestion des performances. Elles sont utilisées pour prendre des mesures ciblées destinées à améliorer l'expérience professionnelle dans le cadre de travail d'IFC.

Durant l'exercice 23, les données de *iCount* ont permis à l'institution de percevoir la diversité de son personnel sous des prismes différents, à savoir la race et l'ethnicité, l'orientation sexuelle et le handicap.

## PROGRESSER DANS LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES EN MATIÈRE DE DIVERSITÉ, D'ÉQUITÉ ET D'INCLUSION

La diversité d'IFC lui permet de penser globalement et d'intervenir localement quand elle met au point des solutions innovantes et transversales pour remplir sa mission. Jetant un regard rétrospectif sur l'exercice 23, l'institution est fière de ses progrès sur les trois priorités stratégiques, en matière de diversité, d'équité et d'inclusion, qui illustrent des besoins communs dans toutes ses zones d'intervention à travers le monde :

**1. Leadership inclusif :** *c'est l'engagement d'IFC de définir des attentes pour tous les cadres, afin qu'ils dirigent par l'exemple et promeuvent une culture d'entreprise, basée sur la valeur, qui favorisera l'inclusion et l'éclosion d'un sentiment d'appartenance.*

Par des programmes d'apprentissage et des formations, IFC entend modeler l'emploi d'une communication inclusive en vue de créer un cadre de travail bienveillant à l'égard des collègues LGBTQI+ et de ceux qui les soutiennent. Au cours de l'exercice 24, elle espère lancer des modules supplémentaires, soulignant le rôle de la communication inclusive dans les processus de recrutement et de gestion des performances.

**2. Redevabilité fondée sur les données, désignée jadis sous le vocable de Culture de gestion des performances :** *c'est l'engagement d'IFC de renforcer sa redevabilité et ses efforts de*

*communication d'informations au public, alors qu'elle élargit ses interventions étayées par des données au-delà des questions de genre uniquement.*

L'exercice 23 a marqué un tournant avec la publication de son premier [rapport annuel sur la diversité, l'équité et l'inclusion](#). IFC a aussi augmenté les informations communiquées sur ses agents au-delà de la nationalité et du genre pour y intégrer la race/ethnie, l'orientation sexuelle et le handicap. Au cours de l'exercice 24, elle prévoit de réaliser des analyses plus poussées des données sur la race et l'ethnie, afin de mieux comprendre l'expérience qu'a le personnel du milieu de travail du point de vue de l'avancement professionnel et des promotions, de la mobilité, de la rémunération et de la gestion des performances.

**3. Égalité des genres :** *c'est l'engagement d'IFC à poursuivre ses avancées, en matière d'égalité des genres, afin d'institutionnaliser l'équité dans le développement des carrières des femmes.*

Au cours de l'exercice 23, le dénombrement des femmes dans les fonctions de direction s'est poursuivi. La note d'IFC sur l'indice de parité hommes-femmes, un indicateur utilisé pour promouvoir, mesurer et suivre la répartition des genres dans les quatre groupes de catégories, s'est améliorée, passant de 0,82 lors de l'exercice 18 à 0,87 au cours de l'exercice 23.

Pour de plus amples informations sur la démographie du personnel et les programmes visant à créer un milieu de travail plus diversifié, équitable et inclusif, rendez-vous à l'adresse [www.ifc.org/en/about/diversity-equity-inclusion](http://www.ifc.org/en/about/diversity-equity-inclusion).

## RAPPORT DU CABINET D'AUDIT

IFC a confié à EY une mission d'assurance limitée portant sur un ensemble d'informations non financières présentées dans le rapport annuel. La nature, la portée et les conclusions de cette mission sont présentées dans notre rapport d'assurance limitée figurant dans la version en ligne du rapport annuel d'IFC.



## LETTRE AU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Le Conseil d'administration d'IFC a fait préparer ce rapport annuel, conformément aux statuts de la Société. Le président d'IFC et de son Conseil d'administration a soumis ce rapport, ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des Gouverneurs.

## RESTEZ EN CONTACT

Le site Web d'IFC, [www.ifc.org](http://www.ifc.org), contient des informations détaillées sur tous les aspects des activités de l'institution. Il indique comment contacter les bureaux de la Société dans le monde entier ; diffuse des communiqués de presse et des articles, ainsi que des données sur l'évaluation des résultats et les documents publiés au sujet des investissements proposés ; et expose les grands principes et directives qui régissent l'action d'IFC.

La version en ligne du rapport annuel 2023 d'IFC, [www.ifc.org/annualreport](http://www.ifc.org/annualreport), contient des documents PDF téléchargeables, qui couvrent tous les points présentés dans ce volume ainsi que les versions en langue étrangère disponibles.

**Site Web d'IFC**

ifc.org

**Rapport annuel**

ifc.org/AnnualReport

**Index des médias sociaux**

ifc.org/SocialMediaIndex

**Facebook**

facebook.com/IFCwbg

**Twitter**

twitter.com/IFC\_org

**LinkedIn**

linkedin.com/company/IFClinkedin

**YouTube**

youtube.com/c/InternationalFinanceCorporation

**Instagram**

instagram.com/IFC\_org/

**Medium**

medium.com/@ifc-org

**SoundCloud**

soundcloud.com/IFC\_org

**Équipe du rapport annuel d'IFC****Steven Shalita**

Directeur, communication et diffusion

**Jim Rosenberg**

Responsable de la communication institutionnelle

**Rebecca Post**

Rédactrice

**Rob Wright**

Écriture, gestion de la marque et marketing

**Julia Schmalz**

Montage photo

**Hannfried von Hindenburg**

Écriture

**Keith Weller**

Écriture

**Victoria Solan**

Conseillère de rédaction

**Vinit Tyagi**

Coordinateur des contenus en ligne

**Berrin Akyildiz**

Analyste en communication

**Melanie Mayhew**

Responsable en chef de la communication et de la production créative

**Julia Oliver**

Gestion des risques et des problèmes liés à la réputation

**Brenna Lundstrom**

Transparence et rapports

**Conception :**Addison  
www.addison.com**Impression :**Sandy Alexander  
www.sandyinc.com**Traduction :**Groupe de la Banque mondiale — *Global Corporate Solutions* — Traduction et interprétation**Crédits photo RA :****Couverture**Bureau R&D d'*Ajax Systems* en Ukraine**Deuxième de couverture**

Mwarv pour IFC

**Page 3**Mimi Dabestani/  
Banque mondiale**Page 5**Jodiann Anderson/  
Banque mondiale**Page 6**

IFC

**Page 7**

Djenno Bacvic/IFC

**Page 8**

Linh Nguyen pour IFC

**Page 18**

Factstory pour IFC

**Page 21**

Layepro pour IFC

**Page 22**

Oleksandra Shergina pour IFC

**Page 25**

Kazi House Productions pour IFC

**Page 26**

Abhishek N.Chinnappa/JDOT Productions pour IFC

**Page 28**

IFC

**Page 29**

Biom Seck/IFC

**Page 30**

Offert par Toters

**Page 31**

PlusFourFour Events pour IFC

**Pages 32-33**

Photos offertes par Nuru

**Page 34**

Amit Ramrakha pour IFC

**Page 35**

Luis Ángel et Diego Dussan pour IFC

**Page 36**

Daniel Santos/8o Filmes pour IFC

**Page 37**

Saba Rehman pour IFC

**Pages 38-39**

Municipalité de Mandeni

**Page 40**

Mwarv pour IFC

**Page 42**

Djenno Bacvic/IFC

**Page 43**Photo offerte par *Milken Institute***Quatrième de couverture**

Layepro pour IFC

**Quatrième de couverture :** Photo aérienne d'une unité ultra-moderne de transformation du riz que l'entrepreneure Mamounata Velegda est en train de construire dans le but de faire du Burkina Faso le premier producteur de riz dans la région. Son entreprise est financée par la *Coris Bank International*, une cliente d'IFC.



**GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE**

LA BANQUE MONDIALE  
IBRD · IDA

**IFC**

Société Financière  
Internationale

**MIGA**

Agence multilatérale de  
garantie des investissements

**Société financière internationale**

2121 Pennsylvania Avenue, NW

Washington, DC 20433 ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

[ifc.org](http://ifc.org)